

P. 48 N° 1

Mai 1949



LE
**MOUVEMENT SYNDICAL
MONDIAL**

REVUE MENSUELLE d'INFORMATION et de DOCUMENTATION
DE LA

FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE

**" La tentative
de briser la F.S.M.
a essuyé un échec
éclatant "**

(Appel du 1^{er} Mai)



SOMMAIRE

L'Unité, notre tâche essentielle
(Louis Saillant)

APPEL
aux TRAVILLEURS du MONDE

La F.S.M. et le Congrès
des Partisans de la Paix

Vers la formation des
Départements Professionnels
(B. Gebert)

La F.S.M.
au Conseil Economique
et Social

QUERELLES
ET MARCHANDAGES
autour d'une nouvelle
" Internationale "

Les Syndicats libres
RESENT dans la F.S.M.

La Vie Syndicale
dans le Monde

Chronique

LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL

Revue Mensuelle d'Information
et de Documentation de la

FEDERATION SYNDICALE MONDIALE

1, rue Vernet, Paris (8^e)

Abonnements :

1 an	500 fr.
6 mois	275 fr.
Prix de l'exemplaire	50 fr.
ou son équivalence dans la monnaie de votre pays.	

**AGENDA DE LA F.S.M.****Réunions, Conférences et Congrès**

20/21/22 Juin 1949, à Lyon (France)	<i>Conférence Professionnelle Constitutive du Département Professionnel des Travailleurs du Textile et de l'Habillement.</i>
20/21/22 Juin 1949, à Turin (Italie)	<i>Conférence Professionnelle Constitutive du Département Professionnel des Travailleurs des Métaux et des Industries Mécaniques.</i>
20/21/22 Juin 1949, à Gottwaldov (Tchécoslovaquie)	<i>Conférence Professionnelle Constitutive du Département Professionnel des Travailleurs de l'Industrie du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en Cuir.</i>
26 Juin 1949, à Milan (Italie)	<i>Réunion du Bureau Exécutif de la F.S.M.</i>
27 Juin 1949, " "	<i>Réunion du Comité Exécutif de la F.S.M.</i>
28 Juin 1949, " "	<i>Réunion du Conseil Général de la F.S.M.</i>
29 Juin-10 Juillet 1949, à Milan (Italie)	<i>II^e Congrès Syndical Mondial.</i>
11 Juillet 1949, à Milan (Italie)	<i>Réunion du Conseil Général de la F.S.M.</i>
12 Juillet 1949, " "	<i>Réunion du Comité Exécutif de la F.S.M.</i>

L'UNITÉ.

notre tâche essentielle

Dans son manifeste à l'occasion du 1^{er} Mai, la Fédération Syndicale Mondiale, s'adressant aux ouvriers et ouvrières, aux travailleurs de tous les pays, leur dit :

« Préparez vos propositions et vos souhaits au 2^e Congrès Syndical Mondial, soutenez les objectifs et les tâches de la F.S.M. »

Il n'est, certes, pas de journée plus propice pour faire connaître aux travailleurs du monde l'importance que revêtira à Milan, à la fin du mois de juin 1949, l'ouverture du 2^e Congrès Syndical Mondial.

Le Congrès est considéré par nos statuts, il est admis dans nos pensées comme l'autorité souveraine de la F.S.M.

Notre désir n'est pas que ce Congrès soit simplement la rencontre sympathique et amicale des dirigeants syndicaux nationaux. Nous ne désirons pas non plus qu'il soit une formalité administrative et statutaire. Nous souhaitons qu'il soit vivant. Nous comprenons cette vivacité dans la

Appel de la F.S.M. aux Travailleurs du Monde entier à l'occasion du 1^{er} MAI, Fête Internationale du Travail

Ouvriers et ouvrières, travailleurs du monde entier,

La Fédération Syndicale Mondiale, unissant dans ses rangs l'immense majorité des travailleurs organisés du monde entier, indépendamment de leur race, de leur nationalité, de leur sexe, de leurs convictions religieuses et politiques, vous envoie son salut fraternel le jour du 1^{er} mai, la grande fête traditionnelle de tous les travailleurs.

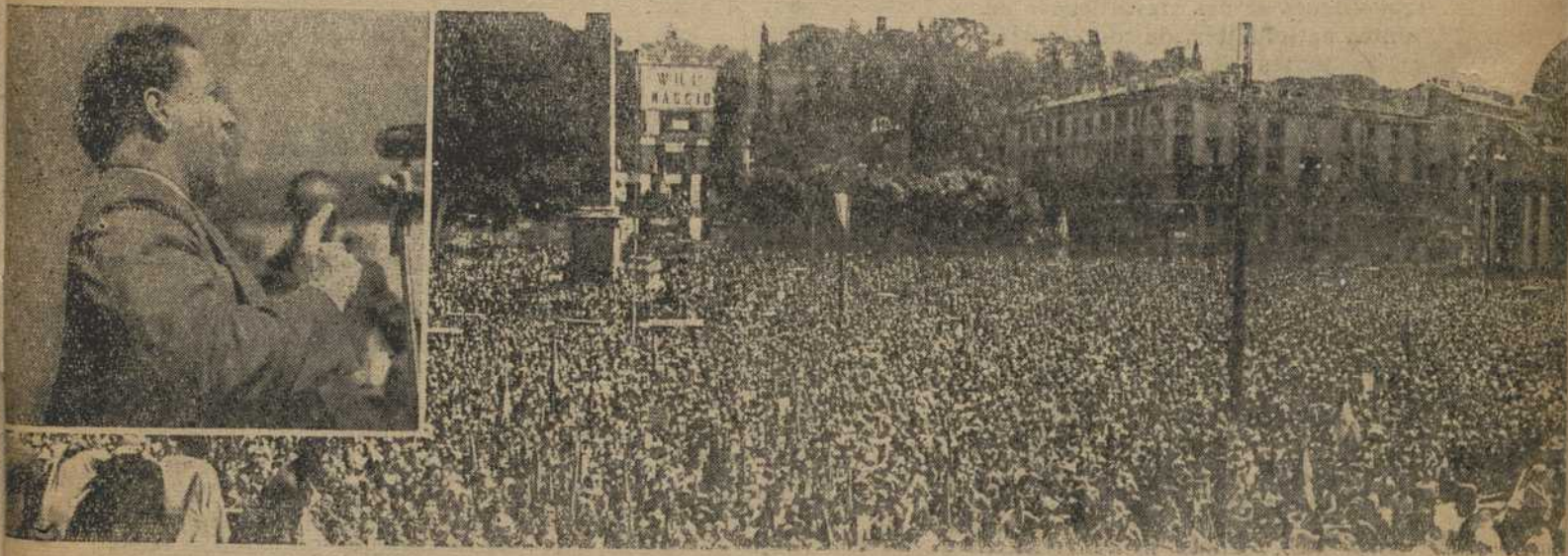
Elle vous appelle à donner à cette fête le plus d'ampleur possible pour manifester devant le monde entier votre force et votre volonté, vos aspirations et vos espoirs, votre ferme décision de lutter pour atteindre les objectifs que la classe ouvrière s'est fixés dans tous les pays.

Actuellement, les menaces d'une crise économique et de la guerre s'appesantissent sur le monde. Ce sont deux manifestations du même état de fait social et économique : la domination du capital monopoliste. *La crise économique et les menaces de guerre amèneront inéluctablement des conflits sociaux grandioses.*

Menace d'une crise économique

De nombreux indices signalent son arrivée. On constate des symptômes de la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. Ce fait implique que les revendications des travailleurs ne sont nullement satisfaites ; la famine et le paupérisme subsistent dans le monde alors que l'on parle de surproduction.

À la fièvre inflationniste, dont les travailleurs ont tant souffert, se substituent des oscillations violentes des prix de gros et des krachs sporadiques. On constate un accroissement du chômage devenu chronique dans certains pays. Personne n'ignore que le capitalisme ne peut pas exister sans chômage. Les apologistes du capitalisme ne se gênent pas pour affirmer que le chômage est même utile. Les promesses de plein emploi, solennellement proclamées pendant la guerre et inscrites dans les statuts des Nations, ont été mises à l'écart.



Le Premier Mai 1948, le Bureau et le Comité Exécutifs de la F.S.M. étaient en session à Rome. Fraternellement invités par le Vice-Président G. Di Vittorio et les autres dirigeants de la C.G.I.L., les membres du B.E. et du C.E. prirent part, à leurs côtés, à la grande manifestation du Premier Mai qui se déroula sur l'historique Piazza del Popolo. Cette photo fut prise alors que le Secrétaire Général, Louis Saillant, s'adressait à la foule immense des travailleurs italiens rassemblés sur ce beau Forum moderne, et qui saluèrent la présence à la tribune des membres de l'Exécutif de la F.S.M. par le cri, maintes fois répété, de « Vive l'unité mondiale des travailleurs ! ». Ce cri était à la fois l'expression d'une volonté résolue, partagée par les ouvriers dans le monde entier, et un avertissement à ceux qui, à ce moment déjà, intriguaient pour essayer de semer la désunion dans nos rangs.

forme d'une pleine connaissance par les congressistes des questions qui seront débattues, par la qualité représentative des délégués et par l'aspect objectif et concret des décisions et résolutions qui y seront prises.

Cet ensemble de considérations nous conduit à proposer que le Congrès ne soit pas simplement préparé administrativement par les services techniques de la F.S.M. Sa préparation doit se faire dans chaque Centrale nationale, au sein de chaque organisation syndicale qui la compose et par ces organisations syndicales dans tous les lieux professionnels où se réunissent, se rassemblent et se retrouvent quotidiennement les travailleurs et les travailleuses.

Le 1^{er} Mai doit être le point de départ des larges discussions des volontaires délibérations qui auront lieu sur les questions syndicales internationales au sein de tout le mouvement syndical mondial, en vue de faire jaillir les idées, naître les initiatives desquelles la F.S.M. ne pourra retirer que forces supplémentaires et consolidation de ses propres positions.

Le jour du 1^{er} Mai, d'une façon éclatante, à pleins poumons, des travailleurs et des travailleuses de toutes nationalités, de toutes races et de toutes couleurs, de toutes conceptions politiques ou religieuses, diront : « Vive la Fédération Syndicale Mondiale ! Vive l'unité syndicale internationale ! »

Cela sera dit dans l'enthousiasme et dans la foi qui est la propriété de ceux dont leur courage est à la mesure de leur volonté d'aller vers un monde meilleur, vers plus de conquêtes sociales, pour plus de bien-être humain. Ces voix innombrables monteront en puissance et rendront plus falots et pâlots qu'ils ne sont les petits bavardages de ceux qui voudraient entretenir entre les travailleurs des idées de haine, des opinions de discrimination et une politique de division.

Les objectifs plus larges qui sont ceux du 1^{er} Mai, cette journée internationale traditionnelle du monde du travail, fera naître des initiatives nouvelles. Elles nous aideront à aller avec succès

Il n'est pas douteux que le poids de cette crise menaçante retombera sur les travailleurs s'ils ne savent l'empêcher en organisant leurs efforts et en s'unissant.

La responsabilité des conflits sociaux de large envergure qui surgiront inévitablement par suite de la crise — car les travailleurs se défendront — doit être entièrement imputée au capital monopoliste dominateur.

Il a refusé de s'inspirer d'une politique de reconstruction pacifique du monde, de coopération et d'aide mutuelle, proclamée pendant la guerre. Au lieu de poursuivre cette politique, il a imposé la politique de profits spéculatifs, de gains effrénés et de préparation à une nouvelle guerre. Cela constitue l'une des causes fondamentales des conflits sociaux actuels.

Menace de guerre

Les représentants du capital monopoliste déclarent cyniquement que la guerre serait moins coûteuse que la crise économique qui s'approche, c'est pourquoi ils préfèrent la guerre.

La guerre est une chose horrible, mais en même temps terriblement profitable à ceux qui tirent leurs bénéfices du sang et des souffrances indescriptibles de millions d'hommes et de femmes.

Les profiteurs de guerre soutirent déjà des bénéfices colossaux de la course aux armements, de l'hystérie de guerre qu'ils attisent et de leurs assertions mensongères sur la défense de la liberté et de la démocratie.

Pour les travailleurs la guerre représente des souffrances, la famine et la mort, la douleur inconsolable des veuves et des orphelins, et pour les monopoles capitalistes, des profits et l'espoir d'asseoir leur domination incontestée sur le monde entier.

Les fauteurs de guerre mettent tous leurs espoirs dans la bombe atomique. Ils propagent l'illusion qu'à l'aide de bombes atomiques il serait possible de gagner la victoire en quelques semaines et que les horreurs de la guerre ne toucheront pas le pays qui considère en avoir le monopole.

Ces gens cyniques ne veulent pas savoir que des millions d'innocents peuvent périr.

Reprenant à leur compte l'erreur d'Hitler, ils pensent obtenir une victoire facile par une guerre-éclair atomique.

La guerre, qu'ils veulent faire accepter avec tant d'irresponsabilité, se transformerait inévitablement en guerre générale et mondiale ; elle pourrait annihiler la civilisation même. S'ils provoquent la guerre, elle amènera, non moins inévitablement, la débâcle et la punition sévère de tous les fauteurs de guerre.

Il faut donner l'alarme.

Il faut organiser nos efforts et lutter par tous les moyens pour la paix. Il faut, en collaboration avec tous les partisans de la paix de tous les pays, indépendamment de leur race, de leur sexe, de leur nationalité, de leurs convictions politiques ou religieuses, créer le *Front Mondial de la lutte pour la Paix* contre les fauteurs de guerre. Si les travailleurs expriment clairement leur détermination d'empêcher la guerre et font preuve de leur volonté d'organisation et de l'unité nécessaires, la guerre peut être conjurée.

L'unité des travailleurs est plus indispensable que jamais.

La réaction internationale sait ce que signifie l'unité des travailleurs. Elle fait tout ce qui est en son pouvoir pour la briser.

La vieille formule « diviser pour régner » est constamment appliquée par les capitalistes de tous les pays contre le mouvement syndical.

Le capital monopoliste, aidé par tous ses alliés, groupe, finance, organise et soutient les forces réactionnaires du monde entier et sous toutes ses formes. Il ne ménage pas les moyens et ne s'arrête devant rien dans ses efforts pour amener la scission dans le mouvement syndical organisé.

vers le II^e Congrès de la F.S.M.

Ainsi, le 29 juin 1949, lorsque s'ouvriront à Milan nos grandes assises syndicales mondiales, tous les liens syndicaux auront été utilisés pour que montent vers le 2^e Congrès de la F.S.M. les aspirations de ceux et de celles au nom de qui le Congrès peut parler et doit agir : les travailleurs organisés du monde entier.

Louis SAILLANT.

Les mineurs écossais

disent aux mineurs français

"Volze lutte est la nolze"

Les délégués des mineurs écossais au Congrès Mondial des Partisans de la Paix ont envoyé à la Fédération des Travailleurs du Sous-Sol (C.G.T.) — après avoir visité le bassin minier du Pas-de-Calais — la lettre suivante, qui se passe de tout commentaire :

*Aux camarades mineurs français
emprisonnés pour faits de grève*

Camarades,

Nous, délégués mineurs écossais au Congrès Mondial des Partisans de la Paix, avons suivi avec un intérêt passionné votre grève héroïque, où malgré la violence d'un gouvernement vendu, qui avait perdu tout sens de l'intérêt national, vous avez tenu le coup pendant huit semaines.

Nous avons pu remarquer pendant les deux jours que nous avons passés dans le bassin minier du Pas-de-Calais, que les conditions de travail qu'on vous impose sont un affront à la dignité humaine et que votre grève était pleinement justifiée. Nous avons pu apprécier à sa juste valeur le mensonge propagé par votre presse selon laquelle votre grève aurait été une grève « politique » déclenchée par l'action de quelques « meneurs ».

D'autre part, nous avons constaté que malgré toute la violence policière et militaire déployée contre les mineurs en lutte pour une vie plus humaine, malgré le fait qu'ils ont dû reprendre le travail après huit semaines de lutte avec tout ce que cela comporte de détresse pour leurs familles, les mineurs n'ont pas été vaincus, que l'expérience de ces huit semaines n'a fait qu'augmenter la volonté de lutte des mi-

Dans certains pays, à l'aide des autorités gouvernementales et des dirigeants syndicaux qui se sont donnés corps et âme aux capitalistes, les authentiques syndicats de masse sont dissous, leurs locaux mis sous scellés par la police, leurs fonds bloqués, leurs dirigeants emprisonnés, voire assassinés. En même temps les gouvernements et le patronat créent leurs pseudo-syndicats dociles. Des plans ont été établis pour organiser une liaison internationale de ces pseudo-syndicats pour lutter contre la F.S.M.

Echec de la tentative de briser la F. S. M.

En janvier de cette année, certains dirigeants du T.U.C. britannique et du Congrès des Organisations Industrielles des Etats-Unis ont tenté, sous l'inspiration de leurs gouvernements, de détruire la Fédération Syndicale Mondiale. Ces dirigeants n'ont pas demandé aux ouvriers s'ils voulaient la scission au sein de la F.S.M. Ils ont craint une réponse indésirable car les ouvriers des différents pays n'ont rien qui les divise. Il n'y a pas de différences fondamentales ni de raisons d'animosité entre les ouvriers anglais, français, chinois, russes ou d'autres nationalités. Les scissions ne sont pas dans l'intérêt des ouvriers. L'expérience du mouvement ouvrier de tous les pays en témoigne. En même temps, cette expérience confirme que les capitalistes ont toujours aspiré à détruire l'unité des travailleurs pour les mieux exploiter.

Les scissionnistes tentent de justifier leur activité destructrice par des assertions mensongères disant que la F.S.M. est une organisation communiste, existant pour les communistes. Ils veulent effrayer les ouvriers par une telle propagande politique. Ils appellent les organisations affiliées à la F.S.M. à la quitter. Ils essaient de créer leur nouvelle internationale pour scinder le mouvement syndical en deux camps suivant les convictions politiques des travailleurs, comme le font leurs gouvernements. Conjointement, dans un accès de vanité que rien ne justifie, ils prétendent au droit unique à diriger eux seuls le mouvement syndical mondial en avançant qu'ils auraient seuls une expérience considérable du travail syndical.

Ces dirigeants possèdent sans nul doute une expérience, mais ils l'utilisent en vue d'une scission syndicale d'après leur conviction politique, alors que les syndicats ont pour principe même d'unir les ouvriers indépendamment de leurs opinions. Il n'y a pas de syndicats communistes ou non communistes. Les syndicats sont de organisations ouvertes à tous les travailleurs : le syndicat n'est pas un parti politique.

La tentative de briser la F.S.M. a essuyé un échec éclatant. Les scissionnistes se sont trouvés isolés. Même dans leurs propres syndicats, ils se heurtent à une opposition croissante à leur activité destructrice.

La F.S.M. vit et se consolide tous les jours restant l'organisation démocratique et universelle réellement libre du mouvement syndical international. Sa liberté d'action et son fonctionnement démocratique naissent dans sa fidélité à la cause de la classe ouvrière. Ses portes restent largement ouvertes à tous les syndicats authentiques. Elle développe son activité. Elle crée des Départements Professionnels qui unissent les ouvriers de tous les pays pour l'amélioration et la coordination de l'activité des syndicats des diverses branches de l'industrie. La F.S.M. prend des mesures pour aider le mouvement syndical d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique. Elle défend inlassablement les intérêts des travailleurs à l'Organisations des Nations Unies et dans d'autres organismes internationaux, elle y défend les libertés et les droits syndicaux, le principe de « à travail égal salaire égal », elle lutte contre la discrimination quelle qu'elle soit, elle prend la défense de ceux qui sont persécutés, elle intervient contre l'application des conditions de travail esclavagistes ou semi-esclavagistes.

neurs français et que l'heure viendra où ils se remettront en lutte pour arracher aux exploiters la pleine satisfaction de leurs revendications.

Si nous avons suivi avec un tel intérêt la lutte des mineurs français, c'est parce que nous comprenons que cette lutte est aussi notre lutte; votre action héroïque a avancé non seulement votre cause, mais aussi la cause des mineurs écossais et la cause des travailleurs du monde entier. En portant un coup aux maîtres marshallisés de votre pays, vous avez en même temps porté un coup contre les fauteurs d'une nouvelle guerre, pour la paix et l'indépendance de votre pays et de tous les pays, y compris le nôtre, menacés par l'impérialisme américain et par la nouvelle guerre que préparent actuellement cet impérialisme et ses agents.

C'est pourquoi nous sommes profondément reconnaissants à nos camarades français, premières victimes dans notre lutte commune contre la guerre, pour la paix et un avenir meilleur. Nous voulons donc affirmer une fois de plus notre solidarité avec les camarades français emprisonnés par un régime qui se moque de toute légalité.

La lutte sera difficile, mais elle sera victorieuse. Ensemble avec nos camarades mineurs français et avec toutes les forces de progrès du monde entier, nous imposerons aux exploiters la paix et un système social plus juste où seuls les travailleurs auront le droit de jouir des fruits du travail.

Lens, 26 avril 1949.

John WOOD, vice-président de la Fédération nationale des Mineurs, Région d'Ecosse, au nom de la délégation des mineurs écossais au Congrès Mondial des Partisans de la Paix (Paris, 20 au 25 avril 1949).

P.S. — Nous avons été indignés d'apprendre que le jour même de notre départ, encore six mineurs ont été amenés en prison et que l'on continue sans relâche à poursuivre les mineurs pour faits de grève. Mais nous avons été fiers d'apprendre que ces hommes sont partis en chantant, confiants que la lutte continuera et qu'elle se terminera, qu'elle ne peut que se terminer par la victoire totale de la classe ouvrière.

En juin 1949 aura lieu le Deuxième Congrès Syndical Mondial qui fera le bilan de l'activité syndicale, procédera à une analyse de la situation actuelle et tracera la voie du futur développement de la F. S. M.

Ouvriers et ouvrières !

Travailleurs de tous les pays !

Préparez vos propositions et vos souhaits pour ce Congrès, soutenez les objectifs et les tâches de la F. S. M.

Malgré les persécutions, la corruption, les tentatives de scission, les arrestations et les exécutions, les forces démocratiques s'accroissent dans le monde entier, le mouvement syndical croît et se développe. Dans de nombreux pays, les travailleurs ont pris leur destin dans leurs propres mains et édifient avec assurance un heureux avenir sans tenir compte des injures, des calomnies et du bruit des armes des fauteurs de guerre. Dans ces pays, le mouvement syndical se développe magnifiquement. Il assume de grandes responsabilités, jouit de droits importants et détient, pour le bien des travailleurs, des fonctions d'importance vitale dans tous les domaines de l'activité sociale, économique et culturelle de ces pays. Les peuples des pays coloniaux et dépendants combattent pour leur indépendance, leur liberté et le droit de disposer d'eux-mêmes. Les syndicats de ces pays, malgré toutes les difficultés, poursuivent leurs activités. Comme les premiers syndicats des pays d'Europe et d'Amérique, ils ont démontré leur capacité de se développer et de consolider leurs rangs malgré toutes les persécutions du gouvernement et du patronat.

Les peuples du monde entier détestent la guerre ; ils veulent une paix stable et durable.

Les peuples veulent vivre dans un climat de progrès social. Ils exigent l'exécution des promesses qui leur furent faites pendant la guerre. Ils savent que dans l'état actuel de la science, de la technique et des possibilités de production, tous les hommes pourraient avoir une vie heureuse si les intérêts égoïstes du capital monopoliste ne s'y opposaient pas.

Les forces de la démocratie sont infiniment supérieures aux forces réactionnaires. Mais les forces démocratiques ne peuvent s'affirmer que lorsqu'elles sont unies, qu'elles resserrent leurs rangs autour des mêmes buts et qu'elles sont décidées à les atteindre.

C'est pourquoi l'unité et le renforcement des forces démocratiques sont actuellement ce qu'il y a de plus important pour l'humanité entière. La classe ouvrière est le pilier central de ces forces.

Ouvriers et ouvrières !

La Fédération Syndicale Mondiale vous appelle à consolider et à développer l'unité du mouvement syndical à l'échelle nationale et internationale.

Luttez inlassablement contre les scissions et les scissionnistes !

Unissez-vous pour défendre la paix contre les instigateurs à une nouvelle guerre !

Soutenez la lutte de la F.S.M. pour une amélioration radicale des conditions de travail et de vie des travailleurs, pour le soutien de leurs intérêts vitaux, pour les libertés démocratiques, pour le maintien et le développement des droits syndicaux.

Vive le 1^{er} Mai, Fête Internationale du Travail !

Vive la solidarité ouvrière internationale et l'amitié entre les travailleurs de tous les pays !

Vive l'unité syndicale mondiale !

Vive le Front Mondial de la lutte pour la Paix !

Vive la Fédération Syndicale Mondiale !

La F.S.M. et le CONGRES MONDIAL des Partisans de la Paix

Dans sa lettre au Président du Congrès Mondial des Partisans de la Paix, le professeur Frédéric Joliot-Curie, le Secrétaire de la F.S.M., exprimant sa satisfaction de l'appui sans réserves apporté au Congrès par de nombreuses organisations syndicales et Centrales Nationales du monde entier, souligna les efforts déployés par la F.S.M. depuis sa création pour tenir en éveil l'attention des travailleurs et des travailleuses sur l'importante question de la Paix.

Il faisait également ressortir que dans leur Charte constitutive les représentants ouvriers avaient solennellement inscrit que la F.S.M. avait, entre autres objectifs, celui de :

combattre la guerre et les causes de la guerre, et de travailler en vue d'une paix stable et durable ;

en apportant tout son concours à l'établissement d'une organisation internationale puissante et efficace, dotée de toute la puissance nécessaire pour prévenir toute agression et maintenir la paix ;

en encourageant la plus large coopération internationale possible dans les domaines social et économique, et en appuyant toutes les mesures prises en vue du développement industriel et de l'utilisation intégrale des ressources des pays en voie de développement ;

en poursuivant la lutte contre la réaction et pour le plein exercice des droits démocratiques et des libertés de tous les peuples.

Le Secrétaire poursuivait en déclarant que la participation de la F.S.M. aux travaux de l'O.N.U. « était directement inspirée par notre volonté de construire une paix stable et durable sur des bases de justice et de progrès sociaux en faveur des populations travailleuses ».

Désirant participer aux tâches assumées par le Congrès Mondial des Partisans de la Paix en vue de réaliser l'union la plus étroite des forces démocratiques mondiales pour défendre la paix contre tous ceux qui cherchent à provoquer une troisième guerre mondiale, le Secrétaire de la F.S.M. suggérait comme premières propositions au Bureau d'organisation du Congrès et au Congrès lui-même :

1° Qu'un représentant officiel de l'Exécutif de la F.S.M. ait l'opportunité de présenter un message aux membres du Congrès au nom de la classe ouvrière internationale organisée;

2° Qu'un Front Mondial des Partisans de la Paix soit issu des délibérations du Congrès pour donner une suite concrète à ses conclusions ;

3° Que pour promouvoir le Front Mondial des Partisans de la Paix, un Comité International Permanent soit désigné par le Congrès et que des Comités Nationaux correspondants soient envisagés dans chaque pays.

C'est dans la pleine conscience de la grande nécessité de la création, puis de l'élargissement, du Front Mondial des Partisans de la Paix à des couches toujours plus nombreuses

de l'opinion et de la population mondiale que la F.S.M. s'est engagée à apporter son plein concours pour la grande et noble tâche de donner aux Peuples du Monde la Paix à laquelle ils aspirent ardemment.

Dans ses résolutions, le Congrès Mondial adopta à l'unanimité ces propositions de la F.S.M., et il élut notre Secrétaire Général Louis Saillant membre du Comité Mondial permanent, chargé d'appliquer les décisions du Congrès de Paris.

« La F. S. M. déclare que l'un de ses objectifs essentiels est :

De poursuivre la lutte pour l'extermination de toutes les formes fascistes de gouvernement et de toutes les manifestations de fascisme, sous quelque forme qu'il opère et sous quelque nom qu'il soit connu. »

(Préambule aux Statuts de la F. S. M.)



Des militants syndicalistes de tous les pays ont pris une part des plus actives au Congrès Mondial des Partisans de la Paix. La F.S.M. y était représentée par son Secrétaire Général Adjoint B. Gebert, qui adressa un message au Congrès. Parmi les dirigeants syndicaux élus membres du Comité Mondial permanent, et qui contribuèrent particulièrement aux travaux du Congrès, se trouvaient Donald Henderson (à gauche sur notre photo), président de la Fédération des Travailleurs de l'Alimentation, des Tabacs et de l'Agriculture (affiliée au C.I.O.), et le vice-président de la F.S.M. Vicente Lombardo Toledano



C'est au cours de la session du Bureau et du Comité Exécutifs de la F.S.M., qui se déroula du 17 janvier au 1^{er} février derniers, que fut prise la décision de réaliser enfin une des tâches essentielles que la Fédération s'était assignées: la création dans son sein des Départements Professionnels, dont l'établissement avait jusque-là rencontré tant d'obstacles

Sur cette photo, prise durant la réunion du Bureau Exécutif qui suivit cette importante décision, on voit (de gauche à droite): les Secrétaires Généraux Adjointes B. Gebert et (en partie caché) S. Rostovski; les Vice-présidents de la F.S.M. Liu Ning I, F.T.P.C. (Chine) et V.V. Kuznetsov, C.C.S.S. (U.R.S.S.); le Secrétaire général Louis Saillant; Les Vice-Présidents Giuseppe Di Vittorio, C.G.I.L. (Italie), en fonctions de Président, et Vicente Lombardo Toledano, C.T.A.L. (Amérique Latine), en partie caché par les interprètes

VERS LA CREATION DES DEPARTEMENTS PROFESSIONNELS

La F.S.M. s'est fixé, comme l'un de ses objectifs principaux, la création des Départements Professionnels pour toutes les industries en vue d'unir les syndicats de tous les pays, quelles que soient leur nationalité, race, couleur, opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Cet objectif a été défini dans les statuts de la F.S.M. adoptés par le Congrès Syndical Mondial en 1945. Un grand pas en avant pour la réalisation de cette tâche primordiale de consolidation de l'unité syndicale mondiale a été réalisé par la réunion au siège de la F.S.M. à Paris, du 5 au 12 avril, de représentants syndicaux en vue de la formation des Comités Provisoire d'Organisation et de l'envoi d'un appel en faveur des Conférences Professionnelles Constitutives,

La Conférence Constitutive des organisations syndicales des travailleurs des Métaux et des Industries Mécaniques se tiendra les 20, 21 et 22 juin 1949 à Turin (Italie).

La Conférence Constitutive des travailleurs du Textile, de l'Habillement et des industries apparentées aura lieu les 20, 21 et 22 juin 1949 à Lyon (France).

La Conférence Constitutive des organisations syndicales des travailleurs de l'industrie du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en Cuir se déroulera également les 20, 21 et 22 juin 1949 à Gottwaldov (Zlin) en Tchécoslovaquie.

Le choix de ces dates a été motivé par le fait que certains des délégués aux Conférences Consti-

tutives peuvent être également délégués au 2^e Congrès Syndical Mondial qui s'ouvrira le 29 juin à Milan (Italie).

Les appels et invitations lancés pour les Conférences Constitutives font clairement ressortir que les syndicats de tous les pays sont invités à envoyer des délégués ou des observateurs.

Tenant compte de la diversité des problèmes qui se posent dans l'industrie alimentaire et ses professions apparentées, le Comité Provisoire d'Organisation des travailleurs de l'Alimentation a estimé que la décision finale concernant la convocation d'une Conférence Professionnelle Constitutive devrait être prise par tous les délégués des organisations syndicales de cette branche d'industrie qui peuvent se trouver présents au Congrès de Milan.

Le Comité Provisoire d'Organisation des Mineurs a décidé de ne pas se prononcer immédiatement sur la date et le lieu de la Conférence Constitutive du Département Professionnel des Mineurs ; cependant, celle-ci doit se tenir dans un proche avenir.

Les mesures entreprises pour la convocation des Conférences Constitutives pour la création des Départements Professionnels l'ont été conformément à la décision adoptée à l'unanimité par le Bureau Exécutif de la F.S.M. à sa réunion du 1^{er} février 1949 à Paris. Il fut décidé à l'époque de procéder à la formation des Départements Professionnels de la F.S.M. dont certains devaient être organisés avant le Congrès Syndical Mondial de Milan.

Le lecteur pourra se rendre compte, d'après les appels que nous publions dans ce numéro de notre revue, que les Conférences décideront de la façon la plus démocratique de tous les problèmes qui se poseront à eux. Les appels définissent déjà les questions fondamentales que les travailleurs des industries considérées auront à résoudre. Nous publions ci-dessous quelques-uns des principaux objectifs des Départements Professionnels :

- Organiser l'entraide internationale et assurer en permanence la coopération fraternelle et la solidarité de classe ;

- Organiser la lutte commune des syndicats de tous les pays contre toute atteinte aux droits économiques, syndicaux et sociaux des travailleurs et à leurs libertés démocratiques ;

- Augmenter les salaires et élever le standard de vie des masses travailleuses ;

- Assurer l'application d'un plan de sécurité sociale pour les travailleurs et leurs familles en cas de chômage, de maladie ou d'accident ;

- Garantir le plein emploi à tous les travailleurs ;

- Réduire la durée du travail ;

- Imposer l'application du principe « à travail égal, salaire égal » ;

- Obtenir la garantie de congés payés annuels ;

- Assurer des logements convenables aux travailleurs ;

- Garantir la sécurité au travail et la protection de la santé des travailleurs ;

- Assurer la protection spéciale des femmes et des jeunes travailleurs ;

- Promouvoir l'éducation et la formation professionnelle des travailleurs.

Les Conférences Constitutives étudieront certainement de nombreux autres problèmes qui se posent aux travailleurs de chaque industrie considérée. Elles examineront également la façon d'organiser une aide morale et matérielle aux travailleurs qui se trouvent engagés dans des conflits économiques importants.

Les Conférences Constitutives adopteront un règlement conditionnant les activités de leur Département Professionnel. Elles éliront un Comité Administratif de leur D.P. et adresseront aux travailleurs un manifeste exposant leurs buts et objectifs.

Les organisations syndicales pour lesquelles se tiendront les Conférences Constitutives discuteront tous les problèmes qui se posent à eux dans leur industrie et leur délégués arriveront avec des propositions concrètes qui pourront être soumises à la Conférence pour que celle-ci puisse les prendre en considération.

Nous assistons, dans tous les pays capitalistes et coloniaux, à des tentatives fiévreuses de la réaction mondiale pour diviser, affaiblir, et même détruire, le mouvement syndical. Le patronat sait pertinemment que l'unité combative des travailleurs rend l'exploitation capitaliste plus difficile. Là où cette unité n'existe pas, l'exploitation de la classe ouvrière ne connaît plus de limites ; là où le mouvement ouvrier est divisé, les activités syndicales sont limitées par des lois réactionnaires de façon à rendre les syndicats inefficaces ; dans certains cas même les syndicats sont interdits et les libertés démocratiques supprimées. Toutes ces mesures font partie de la politique du capitalisme monopolisateur se préparant à une guerre d'agression.

Les Départements Professionnels apporteront une contribution immense à la réalisation des espoirs et des aspirations des travailleurs, à la consolidation de l'unité internationale et à la solidarité du mouvement syndical d'Europe, d'Asie, d'Amérique, d'Afrique et d'Australie. Il n'y a pas de différences fondamentales ni de raison d'animosité entre les ouvriers français, italiens, chinois, soviétiques, américains, africains ou d'autres nationalités. Nous, les travailleurs, avons des buts et objectifs communs : la paix, le progrès social, la lutte pour un monde meilleur et son édification.

Les objectifs placés devant les Conférences Professionnelles Constitutives déjà convoquées et devant celles qui suivront dans toutes les autres industries sont clairs et ils seront compris et appuyés par les travailleurs de tous les pays.

Le mouvement syndical se consolidera et renforcera l'unité internationale et la solidarité de la classe ouvrière par la création des Départements Professionnels de la F.S.M.

B. GEBERT.

A P P E L

à toutes les organisations syndicales des travailleurs des métaux et des industries mécaniques du monde entier

Dès les premiers développements de la Sidérurgie, de la Métallurgie et des Industries Mécaniques, les travailleurs de ces multiples branches professionnelles ont aspiré à unifier internationalement leurs activités pour défendre leurs conditions communes de travail et de vie.

Déjà, par-dessus les frontières et pour canaliser à son profit les progrès techniques et scientifiques et dominer toute la vie économique et sociale, le patronat industriel de la métallurgie s'est toujours efforcé de coordonner sa puissance. Il dispose de multiples liens internationaux. Grâce à ceux-ci, il défend ses propres intérêts contre ceux de la masse énorme des travailleurs des Métaux et des Industries Mécaniques. Le patronat de ces industries est un des éléments actifs des monopoles capitalistes qui veulent imposer au monde leur domination politique et économique.

La situation internationale actuelle justifie pleinement l'établissement de liens étroits et continus entre les travailleurs de la métallurgie du monde entier. Ils ont une œuvre constructive à réaliser sur le plan de la défense de leurs intérêts professionnels et sociaux. Ils doivent prendre en main par leur union leur propre défense.

Par-dessus les frontières nationales, les entreprises capitalistes de ces industries sont ramifiées entre elles. Leurs dirigeants exploitent indistinctement les ouvriers de toutes les races, nationalités, couleurs, opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

Quatre ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, les contradictions d'intérêts dans le système capitaliste s'aggravent par rapport à l'avant-guerre. Elles font peser sur le monde des menaces de nouvelle crise économique dont le poids retombera comme un fardeau sur les travailleurs. Les hommes des cartels internationaux de la Métallurgie opposent toujours plus violemment leurs intérêts de classe à ceux des travailleurs. Ils préparent activement la guerre parce qu'ils en tirent des profits et bénéfices énormes.

Dans tous les secteurs du monde capitaliste (métropole et territoires coloniaux) en même temps que les profits capitalistes s'accroissent démesurément, le pouvoir d'achat des salaires diminue, le chômage se développe, la misère s'approfondit chaque jour davantage. L'industrialisation, l'équipement économique sont régents par les financiers et propriétaires de l'industrie lourde. Ils limitent le développement économique en fonction de leurs besoins exclusifs et selon la garantie de leurs propres intérêts capitalistes. Dans ces conditions, sans l'action coordonnée des travailleurs de la métallurgie, leurs conditions de travail et de vie si pénibles sont appelées à s'aggraver encore.

Il incombe aux millions de métallurgistes dans le monde de défendre efficacement leurs revendications communes et d'en assurer le triomphe.

D'où la nécessité pour eux d'une puissante organisation internationale.

Le Département Professionnel de la F.S.M. sera l'organisation internationale permanente qui défendra les travailleurs des Métaux et des Industries Mécaniques.

Les buts principaux que nous proposons pour ce Département Professionnel sont les suivants :

- Organiser l'entraide internationale entre les travailleurs, être un facteur de paix et d'entente entre les peuples ;
- Défendre leurs intérêts vitaux ;
- Assurer en permanence la coopération fraternelle et la solidarité de classe des métallurgistes du monde entier, partout où il est de leur intérêt d'être représentés et défendus ;
- Défendre et développer leurs droits syndicaux, économiques et sociaux ;
- Obtenir la réduction de la durée du travail ;
- Augmenter leurs salaires réels et en garantir le pouvoir d'achat ;
- Les protéger, eux et leurs familles, contre les effets destructeurs du chômage ;
- Obtenir la garantie de congés payés annuels dans un plan complet de sécurité sociale ;
- Imposer l'application du principe « à travail égal, salaire égal » pour les femmes et les jeunes travailleurs ;
- Aider au développement de l'apprentissage, de la formation professionnelle et du progrès technique.

La création du Département Professionnel des Travailleurs des Métaux et des Industries Mécaniques à laquelle la F.S.M.

s'attache aujourd'hui relève des décisions de son Congrès de Paris en 1945, relatives aux Départements Professionnels et au sujet desquels la F.S.M. en a déjà appelé aux différentes centrales nationales.

Aujourd'hui, la F.S.M. à laquelle s'est joint le Comité Provisoire d'Organisation composé des représentants des Fédérations française, italienne, tchécoslovaque, soviétique et hollandaise, des travailleurs des Métaux et des Industries Mécaniques, s'adresse fraternellement aux organisations syndicales des métallurgistes du monde entier : d'Europe, d'Asie, d'Amérique, d'Afrique et d'Océanie, pour qu'elles participent effectivement à la préparation de la Conférence constitutive du D.P. des travailleurs des Métaux et des Industries Mécaniques.

La F.S.M. et le Comité Provisoire d'Organisation appellent solennellement ces organisations à se faire représenter à la Conférence constitutive elles-mêmes, qui se tiendra les 20, 21 et 22 juin 1949 à Turin (Italie).

La tâche principale de la Conférence constitutive sera d'établir le règlement général, d'élaborer le programme et d'élire le Comité administratif du Département Professionnel.

En même temps que l'invitation à la Conférence constitutive, la F.S.M. et le Comité Provisoire d'Organisation adressent aux organisations syndicales de métallurgistes un projet de règlement général provisoire du Département Professionnel. Compte tenu précisément de son caractère provisoire, il est souhaitable que ce projet soit soumis à la discussion des organisations intéressées et qu'elles y apportent les amendements qu'elles souhaitent désirables, soit par le canal direct de leurs représentants à la Conférence, soit par communications préalables au Comité Provisoire d'Organisation.

La F.S.M. et le Comité Provisoire d'Organisation insistent fraternellement auprès des organisations qui ne désiraient pas participer directement aux travaux de la Conférence constitutive pour qu'elles n'hésitent pas à envoyer leurs observateurs.

Cet appel lui-même et les propositions qu'il contient montrent à quel point il est formellement dans les intentions de la F.S.M. et du Comité Provisoire d'Organisation de tout mettre en œuvre pour que la démocratie la plus profonde puisse se manifester aussi bien dans les travaux préparatoires de la Conférence que dans la Conférence elle-même.

La F.S.M. et le Comité Provisoire en appellent aux organisations syndicales pour qu'elles se fassent le plus largement représenter à la Conférence Constitutive du Département Professionnel des Travailleurs des Métaux et des Industries Mécaniques qui, pour la première fois dans l'histoire du Mouvement Syndical Mondial, marquera le point de départ d'une réelle unité internationale des travailleurs de la Métallurgie.

Les membres du Comité Provisoire d'Organisation de la Conférence Constitutive du D. P. des Travailleurs des Métaux et des Industries Mécaniques :

A. CROIZAT (France) H. JOURDAIN (France)
Secrétaire général Secrétaire

de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie de France et des Colonies.

G. ROVEDA (Italie) A. CHIARI (Italie)
Secrétaire général Secrétaire national

de la Federazione Impiegati Operai Metallurgici.
H. MEYERS (Pays-Bas)

Président

« de Metaal »

Bond van Werkers in de Metaal Industrie.
V. HAVELKA (Tchécoslovaquie)

Secrétaire national

de la Fédération des Travailleurs de l'Industrie Métallurgique du R.O.H.

V. BEREZINE (U.R.S.S.)

Président du Syndicat de l'Industrie Mécanique.
Pour le Bureau Exécutif de la F. S. M.

G. DI VITTORIO L. SAILLANT

Faisant fonction de président, Secrétaire général,
B. GEBERT

Secrétaire général adjoint

Chargé des Départements Professionnels,

APPEL aux Organisations Syndicales des Travailleurs du Textile et de l'Habillement de tous les Pays

L'Industrie du Textile et de l'Habillement est une des plus importantes occupant plus de 20 millions de travailleurs à travers le monde et comprenant un très grand nombre de femmes et de jeunes dont le pourcentage atteint, dans certains pays 60, 70 et même 80 % pour les femmes et 20, 25, 30 % pour les jeunes gens.

Tout au long du développement de cette industrie, les travailleurs qu'elle emploie, et notamment les femmes et les jeunes, ont toujours été les victimes de l'exploitation capitaliste, leurs salaires étant très souvent inférieurs à ceux payés dans d'autres branches industrielles, et cela malgré les conditions de travail imposées particulièrement pénibles.

Cette infériorité subsiste encore dans un grand nombre de pays où les salaires par heure et par semaine s'établissent dans le Textile et l'Habillement au-dessous de la moyenne calculée pour l'ensemble de l'industrie, sous le prétexte inadmissible que ces travailleurs seraient insuffisamment qualifiés et, d'autre part, en majorité des femmes et des jeunes gens.

Si, grâce à la lutte ouvrière contre l'exploitation capitaliste des améliorations ont été conquises, celles-ci sont encore notablement insuffisantes, notamment dans les pays où les trusts continuent à imposer leur domination et en particulier dans les pays où les organisations syndicales sont faibles et même nulles, là aussi où les travailleurs sont divisés.

Actuellement, quatre années après la fin de la seconde guerre mondiale qui a modifié profondément tous les aspects économiques et sociaux de l'industrie du Textile et de l'Habillement dans le monde, en raison des changements intervenus et alors que des besoins immenses en articles textiles sont encore insatisfaits, le chômage réapparaît, s'aggrave et vient frapper les travailleurs de ces professions dans certains pays, réduisant considérablement leurs conditions d'existence. Maintenant comme avant, au chômage total vient s'ajouter, dans certains pays, le chômage partiel, entraînant l'irrégularité de l'emploi et une aggravation de la misère pour les travailleurs du Textile et de l'Habillement.

Par-dessus les frontières nationales, les entreprises capitalistes sont ramifiées entre elles et leurs dirigeants entendent poursuivre et aggraver l'exploitation de millions d'hommes, de femmes et de jeunes. Actuellement, ils participent à la préparation d'une nouvelle guerre parce qu'ils en tirent des profits et des bénéfices énormes.

La situation internationale actuelle demande donc l'établissement de liens étroits entre les travailleurs du Textile et de l'Habillement du monde entier dans le but de défendre leurs intérêts professionnels et sociaux.

Par conséquent, une action syndicale est nécessaire pour la garantie de l'emploi et des moyens d'existence des travailleurs du Textile et de l'Habillement du monde entier, quelles que soient leurs nationalités, leurs couleurs, leurs races, leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, d'où la nécessité d'une puissante organisation internationale.

Une telle organisation ne peut être que le Département Professionnel des Travailleurs du Textile et de l'Habillement de la F.S.M., réalisant l'unité internationale des travailleurs de cette industrie.

Les buts principaux que nous proposons pour ce Département Professionnel sont les suivants :

- Organiser l'entraide internationale entre les travailleurs du Textile et de l'Habillement, et assurer en permanence leur coopération fraternelle et leur solidarité de classe ;
- Défendre leurs intérêts vitaux ;
- Défendre et développer leurs droits syndicaux, économiques et sociaux ;
- Obtenir la réduction de la durée du travail ;

— Augmenter leurs salaires réels et en garantir le pouvoir d'achat ;

— Les protéger, eux et leurs familles, contre les effets destructeurs du chômage ;

— Obtenir la garantie de congés payés annuels dans un plan complet de sécurité sociale, y compris la protection de la mère et de l'enfant ;

— Imposer l'application du principe « à travail égal, salaire égal » pour les femmes et les jeunes travailleurs ;

— Aider au développement de l'apprentissage et de la formation professionnelle ;

— Obtenir la garantie de l'utilisation du progrès technique en vue d'améliorer la sécurité du travail.

Le Comité Provisoire d'Organisation, composé des représentants des Fédérations française, italienne, soviétique et roumaine, s'adresse fraternellement aux organisations syndicales du Textile et de l'Habillement du monde entier pour qu'elles participent effectivement à la préparation et aux travaux de la Conférence constitutive du Département Professionnel des Travailleurs du Textile-Habillement et branches connexes, qui se tiendra les 20, 21 et 22 juin 1949 à Lyon (France).

La tâche principale de la Conférence constitutive sera de créer sur la base démocratique la plus large, l'union internationale des syndicats du Textile et de l'Habillement, sans distinction de nationalité, de race, de couleur ou d'opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

La F.S.M. et le Comité Provisoire d'Organisation invitent fraternellement les organisations qui ne désireraient pas ou ne pourraient pas participer directement aux travaux de la Conférence constitutive à envoyer, pour le moins, leurs observateurs.

La F.S.M. et le Comité Provisoire d'Organisation s'adressent à toutes les organisations syndicales, les invitant à examiner cet appel ainsi que le projet de Règlement général du Département Professionnel élaboré par la F.S.M., qui leur est expédié.

Nous vous prions de soumettre ces deux documents à la discussion la plus large et de nous envoyer tous les amendements ainsi que vos propositions, concernant le programme d'activité et de structure du Département Professionnel.

Avec nos salutations fraternelles et syndicalistes,

Les membres du Comité Provisoire d'Organisation de la Conférence constitutive du Département Professionnel des Travailleurs du Textile et de l'Habillement :

E. AUBERT (France)

Secrétaire général

de la Fédération des Travailleurs des Textiles de France et des Pays d'Outre-Mer.

T. NOCE (Italie)

Secrétaire général de la Fédération des Employés et Ouvriers des Textiles.

N. MOURAVIEVA (U.R.S.S.)

Président du Comité Central du Syndicat des Textiles.

V. MOISE (Roumanie)

Secrétaire de l'Union Textile

de la République populaire roumaine.

Pour le Bureau Exécutif de la F.S.M. :

G. DI VITTORIO L. SAILLANT

Faisant fonction de président. Secrétaire général.

B. GEBERT

Secrétaire général adjoint

Chargé des Départements Professionnels.

APPEL à tous les Syndicats et à tous les Travailleurs de l'Industrie du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en Cuir du Monde entier

Camarades,

Sur l'initiative de la F.S.M., le Comité Provisoire d'Organisation comprenant les représentants des travailleurs du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en Cuir, des Etats-Unis, de la France, de l'U.R.S.S., de la Tchécoslovaquie et de l'Italie, s'est réuni à Paris les 11 et 12 avril et a décidé d'appeler les syndicats du monde entier des Industries du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en Cuir, à participer à une conférence en vue de

constituer un département professionnel international. Cette conférence se tiendra à Gottwaldov (Zlín), Tchécoslovaquie, du 20 au 22 juin 1949.

Les représentants réunis ont considéré que la situation internationale actuelle rendait urgente la création immédiate d'un département professionnel international des syndicats des branches d'industrie énumérées ci-dessus.

Cette organisation internationale se fixera les tâches suivantes :

— L'organisation d'une entraide internationale entre les travailleurs :

— La défense des intérêts vitaux des travailleurs ;
— Une coopération fraternelle constante et l'amitié entre les travailleurs des Industries du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en Cuir du monde entier.

La conférence constitutive a pour objet de grouper toutes les organisations de travailleurs des Industries du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en cuir. Au cours de ses délibérations toutes les décisions concernant les buts à atteindre et leurs réalisations seront prises démocratiquement par les délégués réunis.

C'est parce que nous voulons obtenir l'unité internationale la plus grande et réunir les travailleurs de tous les pays quelles que soient leur croyance politique, religieuse, leur race, leur couleur, que nous lançons cet appel. Nous savons qu'une telle unité internationale aiderait à réaliser les espoirs, les aspirations des travailleurs de nos industries.

Camarades !

Cette conférence se tient à un moment où la crise du chômage se développe dans de nombreux pays et aggrave ainsi les conditions de vie et de travail des ouvriers et ouvrières de ces industries. En même temps, les trusts et le grand patronat profitent de cette crise pour attaquer les organisations syndicales et tenter de les affaiblir. Ils s'efforcent de diminuer le niveau de vie des travailleurs qui, dans de nombreux cas, ont dû recourir à la grève ou avoir à faire face à des lock-out. Au moment où les conditions d'existence des travailleurs empirent par suite de la crise du chômage, les trusts et le grand patronat réalisent des bénéfices de plus en plus exorbitants.

Les trusts et le grand patronat de l'industrie du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en Cuir déplacent leurs entreprises de leur pays vers d'autres pays où la main-d'œuvre est bon marché et où le mouvement syndical est peu développé dans le seul but d'augmenter toujours plus leurs bénéfices au détriment de tous les travailleurs, sans distinction de croyance politique, religieuse, de race, de nationalité, de couleur.

Il y a quatre ans, avec la destruction de l'hitlérisme et du militarisme japonais, l'humanité avait eu son plus grand espoir pour une paix durable. Aujourd'hui, cet espoir a fait place à l'inquiétude. Partout dans le monde, les travailleurs se demandent si les forces diaboliques et destructives de la guerre ne seront pas une fois de plus lancées contre l'humanité : ce sont les travailleurs qui en supporteraient les tragiques conséquences.

En conséquence, devant la gravité de cette situation, nous considérons comme nécessaire la mobilisation de tous les travailleurs de l'industrie du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en Cuir, dans tous les pays du monde, pour l'action la plus énergique et la plus unie afin de défendre leurs droits et leurs libertés. Nous appelons tous les travailleurs de l'industrie du Cuir à joindre leurs mains dans une solidarité fraternelle qui dépassera les frontières. Nous estimons qu'il est indispensable de réunir toute notre puissance et toute notre force pour agir avec efficacité pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs dans nos industries.

Nous pouvons et nous devons développer la lutte contre le chômage, contre le chômage saisonnier et contre le chômage partiel qui, en fait, affaiblissent notre niveau de vie et le réduisent à sa plus simple expression.

Nous pouvons et nous devons lutter pour l'élévation du pouvoir d'achat des travailleurs de l'industrie du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en Cuir, partout dans le monde.

Nous pouvons et nous devons établir des normes minimales qui assureront universellement à chaque travailleur un standard de vie décent.

Il nous faut également élargir à tous les pays la sécurité sociale, le système des congés payés et des retraites, les mesures de santé et de salubrité, et les améliorer là où ils existent.

Nous pouvons et nous devons étendre aux femmes dans nos industries et partout le droit au salaire égal pour un travail égal et obtenir des garanties contre les conditions qui les obligent à effectuer des travaux préjudiciables à leur santé.

Nous avons encore le devoir d'assurer aux jeunes leur avenir, dans l'industrie, en leur donnant des possibilités de formation professionnelle avec les garanties qui leur permettent de vivre décemment durant cette période.

Nous pouvons et nous devons mettre à profit notre expérience afin de dépister les maladies professionnelles, les accidents du travail, qui sont particulièrement importants dans nos industries.

C'est notre devoir absolu d'assurer aux travailleurs la sécurité de l'emploi et de combattre tout système qui porte préjudice à la santé des ouvriers.

Il nous faut lutter :

— Pour la défense de nos libertés syndicales ;
— Pour le droit de grève ;
— Pour l'obtention de conventions collectives favorables aux travailleurs ;

— Pour l'établissement de salaires et de conditions qui feront bénéficier les travailleurs des avantages et des bienfaits du développement technique dans la production de nos industries.

Notre devoir sacré est de lutter pour que soient satisfaites les aspirations de millions d'hommes, de femmes et de jeunes de l'industrie du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en Cuir. C'est pour atteindre ces objectifs que nous lançons ce manifeste qui appelle les syndicats de l'industrie, du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en Cuir de tous les pays à venir aux travaux de notre conférence.

Nous les appelons à se joindre à nous pour mener notre lutte commune.

Conjointement avec cette invitation, la F.S.M. et le Comité Provisoire d'Organisation adressent aux organisations syndicales des Travailleurs de l'Industrie du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en Cuir, le projet préalable du Règlement intérieur du Département Professionnel.

Tenant compte du caractère de ce projet, il serait désirable de le soumettre à la discussion approfondie des organisations intéressées. Si ces dernières devaient y apporter des modifications et des addenda il y aurait nécessité de les porter en temps voulu à la connaissance du Comité Provisoire d'Organisation.

Les membres du Comité Provisoire d'Organisation :

A. FEINGLASS,

Vice-président de l'Union Internationale des Travailleurs de la Fourrure et du Cuir des Etats-Unis et du Canada. CIO

P. LUCCHI,

Secrétaire-trésorier de l'Union Internationale des Travailleurs de la Fourrure et du Cuir des Etats-Unis et du Canada. CIO

F. MAURICE,

Secrétaire général de la Fédération Nationale des Cuir et Peaux de France.

R. HABERT,

Secrétaire de la Fédération Nationale des Cuir et Peaux de France.

A. ASLANOFF,

Président du Comité Central des Syndicats des Cuir et Peaux et Chaussure de l'U.R.S.S.

V. VONDRAS,

Secrétaire de la C.G.T. tchécoslovaque.
Pour le Bureau Exécutif de la F.S.M. :

G. DI VITTORIO,
Président provisoire de la F.S.M.

L. SAILLANT,
Secrétaire général de la F.S.M.

B. GEBERT,

Secrétaire général adjoint, responsable pour les départements professionnels.

ORDRE DU JOUR DES CONFERENCES CONSTITUTIVES DES DEPARTEMENTS PROFESSIONNELS

Pour les trois Conférences constitutives auxquelles se réfèrent les Appels ci-dessus : Travailleurs des Métaux et Industries Mécaniques, Travailleurs du Textile et de l'Habillement, et Travailleurs des Industries du Cuir, de la Chaussure, de la Fourrure et des Articles en Cuir, un ordre du jour identique a été adopté par les Comités Provisoires d'Organisation. Cet ordre du jour comporte les points suivants :

1. Ouverture de la Conférence et élection du Bureau Provisoire.
2. Election des Commissions de :
a) Vérification des mandats ;
b) Règlement de la Conférence ;
c) Règlement général du D.P. ;
d) Programme du D.P.
3. Rapports sur les activités des Organisations nationales et de la situation de leur industrie.
4. Rapport de la Commission sur le règlement général du D.P.
5. Rapport de la Commission sur le programme du D.P.
6. Rapport de la Commission de Vérification des mandats.
7. Election du Comité administratif du D.P.
8. Election des Commissaires aux Comptes.
9. Divers.

La F. S. M. au Conseil Economique et Social

A VIGOUREUSEMENT DEFENDU

les droits des travailleurs

La 8^e session du Conseil Economique et Social s'est tenue à Lake Success du 7 février au 18 mars 1949. La F.S.M., suivant une décision de son Bureau Exécutif, y était représentée par une délégation qui comprenait Louis Salliant, Secrétaire Général, V. Lombardo Toledano, Vice-Président, et G. Fischer, Chef du Service Economique et Social.

Notre Organisation a déployé, au cours de cette session, une activité considérable en vue de la défense des droits des travailleurs, activité dont nous donnons ci-dessous un court aperçu.

Garantie des droits syndicaux.

Comme l'on sait, la F.S.M. avait, il y a deux ans, soumis à la 4^e session du Conseil Economique et Social un projet de résolution sur les garanties d'exercice et de développement des droits syndicaux. Les propositions éminemment pratiques formulées dans ce document ne furent pas acceptées par le Conseil dont la majorité n'a pas voulu associer la F.S.M. à l'élaboration et au contrôle des droits syndicaux.

C'est l'Organisation Internationale du Travail qui fut saisie de la question et elle s'est bornée en l'espace de deux ans, à élaborer une convention qui, jusqu'à ce jour, n'est appliquée par aucun Etat et à envisager la création d'un mécanisme international de contrôle compliqué, difficile à réaliser et qui en tout cas n'existe encore qu'à l'état de projet. Cet organisme devrait veiller à l'application des dispositions de la Convention précitée. Or, il s'agit là d'un document abstrait où les droits des travailleurs et des employeurs sont confondus et où le contenu social concret des rapports entre travailleurs d'une part, employeurs, Gouvernements et Etats de l'autre, sont délibérément ignorés.

Dans ces conditions, la F.S.M., en démontrant la nécessité d'une solution immédiate a insisté, conformément au projet déposé il y a deux ans, sur l'établissement urgent, par les soins du Conseil Economique et Social, d'un Comité Spécial chargé de suivre, en collaboration avec la F.S.M., l'application des droits syndicaux.

Seules les délégations de la R.S.S. de la Biélorussie, de la Pologne et de l'U.R.S.S. ont soutenu notre point de vue. Le représentant de l'U.R.S.S. a présenté un projet de résolution reprenant l'essentiel de nos demandes, mais ce texte a été rejeté par la majorité du Conseil qui a démontré ainsi, une fois de plus, en prétextant de fallacieux arguments juridiques, qu'elle ne désire pas garantir réellement l'exercice des droits syndicaux.

Violations des droits syndicaux.

La justesse de notre position a été encore confirmée par les discussions qui ont eu lieu au sujet de la violation des droits syndicaux, question inscrite à l'ordre du jour sur la demande de la F.S.M. Dans trois documents soumis au Conseil Economique et Social nous avons démontré les atteintes portées aux droits syndicaux des travailleurs en Argentine, en Birmanie, au Brésil, au Chili, à Cuba, en Egypte, en Espagne, en Grèce, dans l'Inde, en Iran, au Liban, au Portugal et dans l'Union Sud-Africaine.

Nous avons de plus saisi le Conseil des violations commises contre les droits syndicaux des travailleurs

noirs de la zone du Canal de Panama. L'organisateur de la section locale du syndicat américain « United Public Workers » a été expulsé par le Gouvernement panaméen. Celui-ci a dû, sous la pression des autorités américaines, réagir contre une organisation qui n'était en rien soutenue par le C.I.O. laquelle elle est pourtant affiliée. La F.S.M. a eu ainsi l'occasion de démontrer une fois de plus, son caractère d'instrument unitaire de défense de tous les travailleurs sans distinction aucune.

Nos documents sur la violation des droits syndicaux comportaient un projet de résolution constatant que les droits syndicaux étaient foulés aux pieds dans tous les pays précités et invitant ces derniers à appliquer les principes élémentaires des droits syndicaux et à faire rapport au Conseil sur les mesures prises en conséquence.

Au cours d'une violente discussion, les Etats incriminés ont essayé de se défendre et de dissiper l'impression produite par les accusations de la F.S.M. Le Secrétaire Général de la F.S.M. et son Vice-Président, Lombardo Toledano, ont démontré les devoirs des Nations Unies en la matière et ont insisté sur le fait que tous les Etats qui sont intervenus ont reconnu directement ou indirectement la véracité des faits cités par la F.S.M. Cependant, la majorité du Conseil décida d'écarter notre projet de résolution officiellement présenté et soutenu par la délégation de l'U.R.S.S.

La résolution finalement adoptée se contente de transmettre les pièces du dossier à l'Organisation Internationale du Travail et à la Commission des Droits de l'Homme. Elle se caractérise par l'absence de toute mesure concrète susceptible de remédier à la situation décrite dans les documents de la F.S.M.

Echec des manœuvres de l'A.F.L.

C'est ici qu'il nous faut mentionner également les discussions qui ont eu lieu sur le travail forcé qui, par définition, implique une absence totale des droits syndicaux. Cette question a été inscrite à l'ordre du jour sur la proposition de l'American Federation of Labor qui, appuyée par les Gouvernements américain et britannique, y a vu la possibilité de diriger une manœuvre de nature politique contre l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire.

Cette manœuvre a fait long feu, les discussions ayant démontré que les accusations de l'A.F.L. étaient purement fantaisistes. De plus, la délégation de l'U.R.S.S. a présenté à ce sujet un projet de résolution d'une importance capitale pour le monde du travail qui a mis les calomnieux au pied du mur. Ce projet demandait la création immédiate d'une Commission Internationale d'Enquête composée des représentants de toutes les organisations syndicales nationales ou internationales actuellement existantes, sans distinction d'opinion politique ou de conviction religieuse. Cette Commission devait enquêter dans tous les pays du monde, quels qu'ils soient, au sujet des conditions des travailleurs, des chômeurs, des salariés des territoires dépendants et coloniaux. Elle devait présenter son rapport et ses recommandations au Conseil.

En ce qui concerne cette question, la F.S.M. avait saisi le Conseil d'un document soulignant le caractère politique de la manœuvre de l'A.F.L. et démontrant l'exis-

tence du travail forcé dans les colonies et territoires dépendants.

De plus, le Vice-Président de la F.S.M., Lombardo Tolledano, a insisté devant un des Comités du Conseil sur l'importance et l'utilité de la proposition soviétique pour le monde du travail, et sur la nécessité, pour le Conseil, s'il voulait faire œuvre utile en matière économique et sociale, de connaître les conditions réelles d'existence des travailleurs. Cependant la majorité du Conseil, effrayée par la proposition constructive de la délégation de l'U.R.S.S., a décidé de rejeter le projet soviétique et d'adopter une résolution qui s'abstient de toute mesure concrète et efficace.

Défense du droit des vieillards.

La délégation de la F.S.M. est intervenue également au sujet de la déclaration du droit des vieillards proposée par le Gouvernement argentin. Notre représentant a démontré le caractère paternaliste de la proposition argentine et a demandé l'élaboration, par les soins des Nations Unies, d'un système public, complet et rationnel de sécurité sociale.

A travail égal, salaire égal.

En ce qui concerne le principe de l'égalité de rémunération, pour un travail de valeur égale, entre les hommes et les femmes, le Conseil a procédé à une nouvelle discussion, après avoir au cours de sa 6^e session, adopté, sur l'initiative de la F.S.M., une résolution au sujet de ce problème. Le chef du Service Economique et Social de la F.S.M. a fait ressortir la nécessité, pour le Conseil, de prendre des mesures pratiques immédiates en vue d'assurer l'application du principe et ce, d'autant plus que le Bureau International du Travail a déjà trop tardé à prendre les mesures que le Conseil lui a demandé d'élaborer en la matière. Là encore la délégation soviétique, soutenue par la Pologne et la R.S.S. de Biélorussie, avait appuyé notre point de vue et proposé un projet de résolution invitant les Etats à adopter des lois pour mettre en vigueur le principe précité. Ce projet fut écarté par la majorité du Conseil qui a décidé

d'attendre l'élaboration d'une Convention par l'Organisation Internationale du Travail. Cette Convention ne pourra pas être adoptée avant 1951.

Pour une meilleure organisation de l'économie mondiale.

Enfin, le représentant de la F.S.M. a exposé devant un des Comités du Conseil, les mesures que devraient prendre la Commission Economique pour l'Europe et la Commission Economique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, en vue d'assurer un niveau de vie plus élevé pour les salariés et un équilibre économique plus rationnel. Nous avons insisté également sur la nécessité de mettre fin à la politique de discrimination pratiquée par certains Etats en matière commerciale, politique qui tend à aboutir à un véritable blocus économique dirigé contre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires. Nous avons démontré que l'application des méthodes préconisées par la F.S.M. permettrait de diminuer la tension internationale actuellement existante, de réduire le chômage et d'augmenter le bien-être des masses. Mais le Conseil a décidé de ne pas nous entendre en séance plénière au sujet de ces deux points.

Le Chef du Service Economique et Social de la F.S.M. ayant présenté l'argumentation ci-dessus devant le Comité précité, le représentant des Etats-Unis, membre du Comité, lui a demandé : en quoi cette thèse touche-t-elle aux questions syndicales, dans quelle mesure les travailleurs s'intéressent-ils à ces problèmes ?

La réponse fut aisée à donner : l'évolution démocratique exige que les organisations syndicales puissent participer, toujours davantage, à la détermination de la politique économique et sociale, aussi bien sur le plan national que sur le terrain international. Certaines forces voudraient empêcher l'accomplissement normal de cette évolution. La F.S.M. cependant, continuera de lutter pour sa réalisation, en toutes circonstances et entre autres auprès des Organisations Internationales, appuyée qu'elle est par les millions de travailleurs qui, partout dans le monde, mènent le même combat et dont les activités et les intérêts déterminent seuls l'action toujours plus vigoureuse de notre Organisation.

Documentation

Violation des Droits Syndicaux au Panama

Parmi les documents remis par la Fédération Syndicale Mondiale aux membres du Conseil Economique et Social de l'O.N.U. figurait le suivant relatif à la violation des droits syndicaux au Panama :

« La Fédération Syndicale Mondiale désire porter à l'attention des membres du Conseil Economique et Social et à l'attention de la Commission des Droits de l'Homme des faits qui se sont récemment produits au Panama.

Ces faits constituent des violations caractérisées des droits syndicaux et nous pensons qu'ils doivent être ajoutés aux documents qui, suivant la résolution du 8 mars 1949 du Conseil Economique et Social, doivent être transmis à la Commission des Droits de l'Homme et à l'Organisation Internationale du Travail.

Le canal de Panama a été construit au prix de l'effort et des souffrances de milliers de travailleurs. Déjà au moment de la construction du canal, le Gouvernement des Etats-Unis a estimé nécessaire de payer les ouvriers blancs au taux de l'or et les ouvriers de couleur au taux de l'argent. Ainsi a été inaugurée, par les autorités américaines, la politique de discrimination raciale que l'on peut illustrer par certaines données.

Les ouvriers de couleur sont séparés des travailleurs blancs, les premiers étant obligés de vivre dans de véritables ghettos. Le salaire minimum des travailleurs de couleur se monte à 26 cents de l'heure; celui des travailleurs blancs à environ 1,50 dollar. Un charpentier de couleur gagne 62 cents de l'heure, un charpentier blanc 2,00 dollars.

Sous l'influence du syndicat United Public Workers of America (C.I.O.) auquel appartiennent les travailleurs de couleur de la zone du canal, un projet de loi a été soumis au Congrès des Etats-Unis tendant à fixer le salaire minimum des travailleurs de couleur à 50 cents de l'heure. Il y a deux semaines, des délégués de la Legislative Assembly to end Discrimination and Segregation demandaient au gouverneur américain de la zone du canal, Frances K. Newcomer, de faciliter l'adoption rapide du projet de loi précité. Mais le gouverneur leur a répliqué que la réalisation de cette mesure est indésirable étant donné qu'elle entraînerait une hausse générale des salaires et, par conséquent, une inflation accrue.

Cependant, les travailleurs de couleur, prenant de plus en plus conscience de leurs droits, ont décidé, il y a plus de deux ans, de s'organiser professionnellement et de constituer la section locale 713 des United Public Workers of America, C.I.O. (U.P.W.).

Ce syndicat a mené une action calme et réfléchie qui a abouti rapidement à des résultats tangibles et à une amélioration du niveau de vie des travailleurs. Mais très bientôt cette organisation, à laquelle s'affilièrent 15.000 travailleurs de couleur, devint l'objet de l'attaque de certaines forces et de certaines personnes.

Il y a un an, lorsque le U.F.W. déclencha une campagne en vue d'obtenir pour les travailleurs de couleur des chances égales d'avancement à celles des travailleurs blancs, des représentants de l'American Federation of Labor déployèrent des efforts considérables à Washington pour empêcher la réalisation de cette mesure. Ils déclarèrent devant un Comité du Sénat que les travailleurs de couleur étaient des voleurs et des espions. A ce sujet, nous devons citer la déclaration faite devant le même Comité par le gouverneur de la zone du canal Mahaffy. Ce dernier a reconnu la loyauté des travailleurs employés dans la zone du canal.

Mais peu après, les autorités américaines ont essayé d'annihiler l'œuvre de U.P.W. en s'attaquant aux représentants de cette organisation. En juillet 1948, Joe Sacks, un des organisateurs de la section locale 713, a été condamné à neuf mois de travail forcé par un jury composé exclusivement de travailleurs blancs, pour avoir déclaré, au cours d'une émission radiophonique, que le Procureur général américain de la zone du canal intervenait dans les affaires intérieures de syndicats.

Ces persécutions sont maintenant exercées, sous la pression du Gouvernement américain, par le Gouvernement de la République du Panama. Ce dernier s'oppose très curieusement à l'action de syndicat qui lutte pour l'amélioration du niveau de vie des citoyens du Panama, victimes de la politique de discrimination poursuivie par les autorités américaines.

Le Gouvernement panaméen a déjà refusé à plusieurs reprises, des visas aux chargés de mission de l'U.P.W. Le 11 mars dernier, le Gouvernement du Panama a décidé d'expulser M. Max Brodsky, depuis dix ans directeur régional de l'U.P.W. et organisateur syndicaliste dans la zone du canal depuis deux ans.

M. Brodsky, qui pour accomplir son travail doit vivre sur le territoire panaméen (la zone du canal étant réservée aux fonctionnaires américains) est obligé de quitter, le 19 mars prochain au plus tard, les travailleurs qui lui doivent tant.

La F.S.M. élève donc une énergique protestation auprès du C.E.S. et les organismes compétents des Nations Unies contre cette violation des droits syndicaux. Elle espère encore que le Gouvernement de la République du Panama n'exécutera pas la mesure d'expulsion, permettant ainsi à l'important syndicat des travailleurs de couleur de la zone du canal de continuer normalement des activités, dont l'effet bienfaisant pour les travailleurs s'est déjà fait sentir. »

QUERELLES

et **MARCHANDAGES**

autour d'une nouvelle « internationale »

Des rames de papier, d'innombrables litres d'encre et une multitude de rubans de machine à écrire ont été utilisés depuis près de 18 mois pour prophétiser la création d'un nouveau mouvement syndical international. Cette campagne, menée par la Fédération Américaine du Travail (A.F. of L.) dès la fondation de la Fédération Syndicale Mondiale en octobre 1945, a été reprise par la presse mondiale, particulièrement depuis que le T.U.C., le C.I.O. et la N.V.V. ont quitté la Fédération le 19 janvier courant. Avant même cet événement, les commentaires étaient larges et fréquents, mais après le départ de ces organisations, ils se sont progressivement précisés.

Quelles sont les perspectives de succès pour l'A.F. of L. et pour les scissionnistes ? Quelles possibilités a l'A.F. of L. et pour les scissionnistes ? Quelles possibilités a l'A.F. of L. (car il va de soi que tout nouveau mouvement syndical international que l'on créera, sera, pour une large part, contrôlé par elle) de réussir à créer une organisation représentant les intérêts des travailleurs du Monde ?

LA CAMPAGNE COMMENCE

Avant même que la Fédération Syndicale Mondiale ait vu le jour, l'A.F. of L. avait commencé à déverser, notamment en Europe et en Amérique Latine, des millions de dollars afin de propager sa politique et d'établir son influence.

Par le truchement de son organe, les « Nouvelles Internationales du Mouvement Syndical Libre » et par ses commis-voyageurs comme Irving Brown, Henry Rutz, ancien commandant de l'armée américaine d'occupation, et James Killen, qui était Conseiller Principal pour les questions du travail auprès du général Mac Arthur, l'A.F. of L. a dirigé un feu nourri et continu contre la F.S.M.

En Allemagne, soutenue particulièrement par les autorités américaines et britanniques, elle a pu exercer ses activités en toute liberté, tandis que ces mêmes autorités empêchaient l'établissement du Bureau de Liaison de la Fédération Syndicale Mondiale.

Dans le Conseil Economique et Social des Nations Unies, l'A.F. of L. devint l'arme utilisée par les délégations britannique et américaine pour faire échec aux protestations et aux propositions constructives formulées par la F.S.M.

En France, le mouvement scissionniste « Force Ouvrière » fut formé en décembre 1947 avec le soutien financier actif de l'A.F. of L. Le rôle de cette dernière fut tacitement avoué dans son rapport annuel de l'année 1947 où, traitant des développements syndicaux en France, il lui était possible de dire, trois mois avant que la scission ne se produise, que « quelques-uns des développements les plus significatifs du mouvement syndical sur le Continent sont maintenant en train de se préparer ».

On peut avoir quelque idée de l'étendue de cette campagne mondiale menée pendant quatre années par la Fédération Américaine du Travail, en lisant le Rapport du Congrès de 1948.

Parlant des dépenses engagées par son organisation en vue de faire revivre le « mouvement syndical libre », le Président de la Fédération Américaine du Travail, William Green, a déclaré :

« Ces contributions, d'après les chiffres qu'il m'a été possible de réunir, se chiffrent maintenant à un total de plus de \$ 160.000.000 ».

Bien que l'A.F. of L. soit une organisation extrêmement riche et bien qu'elle ait eu la prudence de ne jamais dissiper ses fonds en des actes de solidarité internationales à l'égard des travailleurs en grève, il est permis de se demander d'où sont venus tous ces fonds, étant donné surtout qu'il est à peu près certain que le chiffre indiqué par William Green ne comprend pas les énormes dépenses entraînées par l'entretien des commis-voyageurs de l'A.F. of L. dans les différentes parties du Monde.

Et à ce propos, peut-être les individus et les organisations qui ont été les heureux bénéficiaires de fractions de cette somme énorme, seraient-ils désireux de dire quelques mots au sujet des mouvements syndicaux financés par l'Etranger ?

LA CAMPAGNE SE DEVELOPPE

En janvier 1948, la Fédération Américaine du Travail, s'étendant en Amérique Latine, créa avec quelques petits groupes scissionnistes ou organisations syndicales au service des dictatures de l'Amérique du Sud, la Confédération Inter-Américaine du Travail (C.I.T.).

Plus tard, à la Conférence Internationale du Travail de San Francisco, en juillet 1948, une tentative fut faite pour établir les fondations d'une Fédération Asiatique du Travail avec quelques-uns des soi-disant délégués des travailleurs représentant les mouvements syndicaux contrôlés par le Gouvernement aux Indes, en Chine, en Indonésie et en Iran.

LE COMITE CONSULTATIF DE L'E.R.P.

Avec la formation de ce Comité, en mars 1948, on commença réellement à avoir l'impression que les événements allaient se développer dans le sens désiré par l'A.F. of L.

Les commentaires de presse en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, prédisant que le Comité Syndical Consultatif de l'E.R.P. formerait le noyau d'un mouvement syndical opposé à la Fédération Syndicale Mondiale, devinrent tout à fait clairs, tandis que, encouragée par l'attitude du T.U.C. et du C.I.O., la Fédération Américaine du Travail intensifiait sa campagne.

LES DIFFICULTES COMMENCENT

Jusqu'alors, les événements semblaient avoir mis tous les atouts aux mains de l'A.F. of L., mais avec le départ des syndicats américains et britanniques affiliés à la Fédération Syndicale Mondiale, les premiers nuages commencèrent à poindre à l'horizon. La lutte pour le contrôle commençait.

Trois jours après que Deakin et Carey eussent quitté la session du Bureau Exécutif de la F.S.M., une réunion des mouvements syndicaux favorables au Plan Marshall se tint à Berne. C'est là que Walter Schevenels qui était encore en ce temps-là Secrétaire Général Adjoint de la F.S.M., fut nommé Secrétaire Permanent du Bureau de

Paris du Comité Syndical Consultatif du Programme de Relèvement de l'Europe (E.R.P.).

Ceci rendit furieuse la Fédération Américaine du Travail qui, par son délégué à Berne, Irving Brown, s'opposa à la nomination de Schevenels. Cette opposition fut suivie de près par un télégramme signé par le Président, le Secrétaire et deux Vice-Présidents de l'A.F.L., dans lequel ces fonctionnaires réitéraient leur opposition à la nomination de Schevenels et annonçaient leur intention d'arrêter le versement des cotisations de l'A.F. of L. au Comité Syndical Consultatif. A ce sujet, le Conseil Exécutif de l'A.F. of L. adopta le 2 février 1949 la déclaration ci-dessous :

« L'A.F. of L. reste irrévocablement opposée à la nomination de M. Schevenels, parce qu'il n'est pas qualifié pour occuper un poste aussi important à la tête du mouvement syndical international démocratique. Le Secrétaire du C.S.C. doit être une personne jouissant de la confiance et du respect de toutes les organisations nationales affiliées. Autrement, le C.S.C. ne pourrait s'assurer de la collaboration effective de ces organisations, qui est indispensable au succès de l'E.R.P. Or, M. Schevenels ne jouit pas de cette confiance et de ce respect. »

« L'activité de M. Schevenels dans l'ancienne Fédération Syndicale Internationale montre que bien qu'il soit un infatigable factieux, il est incapable de remplir la fonction de porte-parole d'une organisation générale responsable et constructive. Jusqu'à présent, nous n'avons même pas reçu une justification de l'emploi des fonds que nous avons versés à la F.S.I., par l'intermédiaire de M. Schevenels. »

« En outre, M. Schevenels a fait partie de la soldisant F.S.M. — qui fut, dès l'origine, une Cinquième Colonne camouflée de la Russie au sein du mouvement syndical international. En tant que Secrétaire de la F.S.M., il a travaillé la main dans la main avec les communistes dans toutes leurs entreprises. »

Il est bien certain que les dirigeants de l'A.F. of L. ne sont pas assez naïfs pour croire au contenu de la dernière phrase de leur déclaration. Le monde syndical tout entier a toujours été parfaitement conscient du rôle joué par Walter Schevenels au sein de la F.S.M. et, si les dirigeants de l'A.F. of L. peuvent avoir un certain nombre de démêlés personnels avec lui, il ne fait aucun doute que ces difficultés pourraient être rapidement aplanies, si l'on parvenait à convaincre l'A.F.I. que M. Schevenels n'est pas sous la tutelle du T.U.C.

L'A.F. of L. n'a pas subi le plus dur du combat (et supporté les dépenses) dans cette campagne contre la F.S.M., pour voir le T.U.C. dans la situation avantageuse d'être à même de placer un de ses agents de confiance à un poste-clé. La nouvelle organisation doit être une internationale inféodée à l'A.F. of L. »

DIFFICULTES ACCRUES

De nouveaux antagonismes se révélèrent au cours de la Conférence des Secrétariats Professionnels Internationaux, qui eut lieu à Bournemouth, du 8 au 10 mars.

A cette Conférence, fortement soutenue par l'A.F. of L., qui avait pendant les deux dernières années accru son activité au sein de ces organisations, les S.P.I. avaient l'intention de créer, pour les Secrétariats Professionnels, un Conseil Général de Coordination fortement centralisé, qui aurait un Président, un Secrétaire des Statuts, qui convoquerait une Conférence annuelle, et en outre demanderait à être représenté au sein des Nations Unies, du B.I.T., et de différents organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

* Note de la Réd. — Au moment de mettre sous presse nous apprenons que l'A.F.L. a retiré ses objections contre M. Schevenels. Il semblerait donc que ses attaques n'étaient que le résultat d'une aberration mentale momentanée de la part des dirigeants de l'A.F.L.

Cette proposition fut soutenue avec véhémence par le représentant de l'A.F. of L. Irving Brown, et fit l'objet d'une opposition non moins vigoureuse des porte-parole du T.U.C., parmi lesquels se trouvait M. Lincoln Evans, membre du Conseil Général.

Les craintes du T.U.C. triomphèrent, et l'on se mit finalement d'accord pour appeler « Comité » l'organisme de coordination. L'idée de former une organisation permanente avec des Statuts fut abandonnée. L'opposition du T.U.C. était naturellement basée sur sa crainte du danger de voir l'élaboration de la politique de l'organisation enlevée aux Centrales Nationales pour être remise à la discrétion d'organismes composés de leurs syndicats affiliés; et, évidemment, il y avait encore l'ombre du contrôle de l'A.F.L. planant sur le tout.

Toutes ces contradictions et cet antagonisme entre les Secrétariats Professionnels Internationaux et les Centrales Nationales, ainsi qu'entre la politique de l'A.F. of L. et celle du T.U.C., auxquels on peut ajouter la lutte intérieure aux Etats-Unis entre le C.I.O. et la Fédération Américaine du Travail, ont suscité des lamentations dans la presse de l'Europe Occidentale.

Des journalistes chargés de la rubrique syndicale et des syndicalistes axés à droite, qui auparavant avaient cru qu'il suffisait, pour ramener le paradis sur terre, que le T.U.C., le C.I.O. et quelques autres organisations se retirent de la F.S.M., remplissent maintenant les colonnes des journaux de leurs plaintes.

Parmi ces commentaires, celui paru dans le *Manchester Guardian* du 19 février courant est particulièrement caractéristique : parlant au sujet de l'attitude de l'A.F. of L. vis-à-vis de Walter Schevenels, on y signale le :

« déplorable désaccord existant entre les mouvements syndicaux de l'Ouest sur la création d'une nouvelle organisation internationale... »

La déclaration adoptée à Bournemouth a été qualifiée par ce même journal de « résolution prudente » et l'effet de l'attitude temporisatrice du T.U.C. a été résumé comme suit :

« Si le T.U.C. continue à avoir de la répugnance à agir, la direction du monde non-communiste passera de plus en plus aux mains des Américains. Ceci n'aiderait pas le T.U.C. à maintenir sa propre position en Europe. »

Le 29 janvier déjà, l'*Economist* avait exprimé sa déception : passant en revue la situation créée par la rupture du T.U.C. et du C.I.O. avec la F.S.M. et les difficultés existant entre l'A.F. of L., il disait :

« ...le Congrès Américain des Organisations Industrielles, qui joua un rôle important dans les instances de la F.S.M., ne se contentera pas d'être que le second violon dans une nouvelle Internationale. Il est dommage que dans une période aussi critique, le syndicalisme américain ne puisse présenter un front plus uni. »

Jusqu'ici, la reconnaissance des difficultés existant dans la création d'un mouvement syndical international susceptible de concurrencer la F.S.M. s'est limitée à des commentaires sur la lutte intestine pour conquérir une position dominante au sein de l'organisation, ou sur les rivalités personnelles.

Il est probable, toutefois, que ces difficultés seront résolues, vraisemblablement à la suite de discussions entre M. Deakin et M. Tewson, qui, au moment où nous écrivons ces lignes, sont aux Etats-Unis, et les dirigeants du C.I.O. et de l'A.F. of L.

Mais, tout à fait en dehors des antagonismes qui, sans aucun doute, existent sur le plan mentionné ci-dessus, aussi bien que sur la question de savoir comment devra être organisé le nouveau mouvement syndical, il existe une contradiction beaucoup plus profonde et fondamentale, à laquelle l'Internationale projetée aura à faire face et qu'elle ne pourra pas résoudre.

LA NOUVELLE INTERNATIONALE ET LA CLASSE OUVRIERE DU MONDE

L'obstacle fondamental qu'une Internationale formée par l'A.F. of L., le T.U.C. et le C.I.O., ne réussira jamais à surmonter, est la contradiction entre ce que sera sa politique et les revendications de la classe ouvrière du monde.

Le fait est qu'elle ne pourra jamais devenir le porte-parole des travailleurs de l'Europe Occidentale, pas plus qu'elle ne pourra exprimer ou interpréter la volonté de la classe ouvrière et paysanne de l'Amérique Latine et de l'Asie. Pourquoi ?

La base déclarée de l'organisation projetée sera l'anti-communisme; mais ce n'est pas seulement dans ces mots que réside l'impossibilité de sa situation. C'est dans ce que ces mots cachent. Avant et pendant la dernière guerre, la classe ouvrière du monde a appris, au prix de grandes souffrances et de terribles destructions, que l'anti-communisme est un slogan qui cache une multitude d'autres desseins, et qui sert tôt ou tard de prétexte à une opposition et une action contre toute activité de la classe ouvrière.

Un exemple de cette contradiction fondamentale devant laquelle tous les efforts de MM. Green, Woll, Carey, Tewson et Deakin seront vains, est fourni par le Congrès Constitutif de la Confédération Inter-Américaine des Travailleurs, remontant à janvier 1948.

Là, malgré le caractère des organisations représentées et la domination presque totale de l'A.F. of L. dans la préparation et l'organisation de la réunion, lorsqu'on en vint à déterminer un programme d'action, un spectre fâcheux se dressa.

Ce programme d'action, proposé par un délégué de l'Amérique Latine, fut repoussé par les délégués de l'A.F. of L., qui réussirent à le faire renvoyer devant le nouveau Comité Exécutif.

Les objections faites à ce document par la délégation de l'A.F. of L. étaient basées sur le fait qu'il se déclarait en faveur de certaines mesures économiques et expériences sociales qui étaient en contradiction avec les conceptions économiques et sociales sur lesquelles était fondé le programme de la Fédération Américaine du Travail.

Ces objections furent soulevées, malgré l'adoption d'une Constitution pour la Confédération Inter-Américaine des Travailleurs, où il est dit qu'elle était :

« L'organisation et l'unification des travailleurs manuels et intellectuels des deux Amériques, sans distinction d'opinion politique ou religieuse, de nationalité, de sexe, de couleur ou d'âge... »

La délégation américaine fit, évidemment, des réserves sur la question d'opinion politique, et souligna qu'en ce qui la concerne, l'A.F. of L. n'admettrait pas les communistes dans la nouvelle organisation.

Le point important, toutefois, est de remarquer que même ce petit groupe trié sur le volet, ne put complètement ignorer la volonté des travailleurs de l'Amérique Latine qui est de lutter contre la pénétration américaine en Amérique du Sud, et de revendiquer des mesures que l'A.F. of L. trouva par trop radicales et très près d'équivaloir à la demande d'une politique socialiste.

La doctrine de l'A.F. of L., à laquelle s'opposait le programme d'action proposé, est, comme David Dubinsky l'a déclaré dans un article paru dans le numéro de janvier 1949 de la revue *Foreign Affairs*, la position « ouvertement non socialiste » de la Fédération Américaine du Travail. Il aurait été plus exact de la part de M. Dubinsky de dire « anti-socialiste », mais dans les jours critiques actuels on doit se montrer diplomate.

En conséquence, la question se pose, pour toute nouvelle organisation dans laquelle l'A.F. of L. jouera un rôle prépondérant, de savoir comment elle pourra, par

exemple, parler au nom des travailleurs de l'Europe Occidentale, qui, par leurs organisations syndicales, sont nettement attachés au vaste mouvement socialiste. Encore moins peut-on imaginer que cet organisme international soit capable de parler au nom des travailleurs de l'Asie, où le mouvement syndical est étroitement lié à la lutte pour l'indépendance nationale.

C'est là la véritable contradiction devant laquelle se trouvent placés ceux qui se retirèrent de la F.S.M.

Cette contradiction n'est peut-être pas complètement visible, même pour certains dirigeants, et il est à peu près certain qu'elle n'apparaît pas encore clairement à beaucoup de travailleurs des mouvements syndicaux britannique et américain. Mais plus l'organisation essaiera de développer un programme d'action, et plus il apparaîtra clairement qu'elle est liée au char du Département d'Etat Américain et des Ministères des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne et de Hollande, dans tous les mouvements anti-ouvriers dans toutes les parties du globe.

Voici ce qui, en réalité, se cache derrière le fait que cette nouvelle Internationale syndicale veut exclure les « syndicats communistes ». Le véritable facteur qui se verra exclu, sera toute activité qui ira à l'encontre des politiques américaine et britannique — de telles activités étant d'ores et déjà par définition, classées comme « communistes ».

Dans un long article consacré au départ de la Fédération Syndicale Mondiale du C.I.O. et du T.U.C., l'hebdomadaire londonien *New Statesman and Nation* est bien près de réaliser ce fait gênant.

Faisant remarquer que ceux qui se sont retirés de la F.S.M. observent une attitude prudente en ce qui concerne l'organisation d'un nouveau mouvement international, l'auteur de l'article note les difficultés qui s'opposent au détachement des mouvements syndicaux français et italien de la Fédération Syndicale Mondiale, il dit :

« Une complication supplémentaire est l'attitude embarrassante de la Fédération Américaine du Travail, qui est maintenant un associé en puissance des scissionnistes, et dont la politique a longtemps été de créer une Internationale, non pas uniquement pour militer dans un sens anti-communiste, mais pour tendre activement à la défense de « l'entreprise libre » contre le socialisme. Aucune Internationale fondée sur les conceptions de l'A.F. of L. ne pourrait espérer faire une quelconque impression sur les syndicats coloniaux ou asiatiques, ni même s'assurer l'appui des syndicats hésitants des pays scandinaves, de Belgique ou de Suisse ».

Reconnaissant la situation difficile du Conseil Général du T.U.C., même dans l'atmosphère de « chasse aux Rouges » qui règne actuellement dans le mouvement syndical de Grande-Bretagne, le *New Statesman and Nation* souligne que :

« ...il ne pouvait avoir le soutien de ses membres pour l'espèce de croisade entreprise par l'aile droite du syndicalisme américain, ni avec des alliés tels que M. Irving Brown l'ambassadeur de l'A.F. of L. pour l'Europe... »

Notant qu'il est naturel pour le T.U.C. et le C.I.O. d'hésiter dans de telles circonstances, cet hebdomadaire souligne, dans les termes suivants, la situation extrêmement faible de ces mouvements syndicaux à l'égard des travailleurs asiatiques :

« Aussi longtemps que des puissances coloniales européennes poursuivront dans l'Asie du Sud-Est — sans parler du Moyen Orient —, des politiques qui peuvent trop facilement être accusées d'être la continuation de l'impérialisme capitaliste, on peut difficilement s'attendre à ce que les appels destinés aux syndicalistes des pays de l'Asie et

des pays coloniaux, pour qu'ils se rangent sous la bannière idéologique du mouvement syndical de l'Occident dans une croisade anti-communiste, reçoivent une réponse...

Il est clair, et il deviendra encore plus clair, que le seul organisme syndical, capable d'unir les travailleurs du monde entier et d'organiser, dans un mouvement commun, les peuples laborieux de l'Asie, de l'Europe, des deux Amériques et du Proche-Orient, est la Fédération Syndicale Mondiale.

Ceci, la F.S.M. peut le faire, parce que sa politique et les revendications qu'elle présente, expriment les intérêts les plus profonds communs à tous les travailleurs, qui, loin de les diviser les unissent par des liens indissolubles. C'est le seul mouvement syndical qui puisse réellement appliquer en pratique la déclaration figurant

dans l'appel du Comité Exécutif, publié en janvier 49 :

« Il n'existe pas de différences fondamentales, ni de raisons d'animosité entre les ouvriers anglais, américains, français, italiens, chinois, russes ou d'autres nationalités ».

La F.S.M. est la seule organisation syndicale mondiale qui applique réellement et continuera à appliquer ses Statuts, c'est-à-dire :

« A organiser et à grouper dans ses rangs les syndicats du monde entier, sans tenir compte d'aucune considération de race, de nationalité, de croyance et d'appartenance politique ».

Sur la base des résolutions et des déclarations adoptées unanimement aux Conférences de Londres et de Paris, en 1945, la porte est largement ouverte à tous les travailleurs.

LES SYNDICATS LIBRES RESTENT DANS LA F. S. M.

Se référant à une récente brochure publiée par le T.U.C., le *Times* de Londres, du 15 mars courant, avait fait le commentaire suivant :

« La partie de la brochure consacrée aux généralités déjà bien connues est désespérément longue. »

Sans hésitation aucune nous pourrions dire que cette remarque s'applique également aussi à la brochure publiée sous le titre : « Les Syndicats Libres quittent la F.S.M. », dont la préface est signée des noms de James Carey (C.I.O.), Arthur Deakin (T.U.C.), Everé Kupers (N.V.V.) et Vincent Tewson (T.U.C.).

La brochure qui prétendait expliquer les « raisons » pour lesquelles les organisations représentées par les signataires de ce document avaient quitté la Fédération Syndicale Mondiale, fourmille de généralités et de demi-vérités qui feront naître plus de questions — dans l'esprit des lecteurs qui examinent d'un point de vue critique la brochure — qu'elle ne leur donnera de réponses.

En particulier, une fois de plus, on utilise largement la déclaration, tout ce que les représentants du T.U.C., du C.I.O. et du N.V.V. désiraient n'était qu'une recommandation formulée par le Bureau Exécutif aux Centrales Nationales, de suspendre les activités de la Fédération Syndicale Mondiale, tandis qu'il fait mention du fait que la seule voie statutaire par laquelle aurait pu s'engager cette consultation avec les Centrales Nationales affiliées à la F.S.M., était le recours au Congrès Syndical Mondial. En outre, le lecteur est encore plus mal informé des paroles prononcées par James Carey, lequel a dit :

« Cela ne sert à rien de prétendre que la F.S.M. est quelque chose d'autre qu'un cadavre. Ensevelissons-le. »

Dans la brochure *Les Syndicats Libres restent dans la F.S.M.* qui vient justement d'être publiée par la Fédération Syndicale Mondiale, le syndicaliste militant trouvera la réponse à la question : « Quels sont les scissionnistes ? » et « pour quelle raison le sont-ils ? », aussi bien qu'un exposé détaillé du complot insidieusement développé contre l'unité mondiale du mouvement syndical, qui a été tramé au cours d'une réunion des Attachés sociaux aux Ambassades des U.S.A., réunion tenue en Suisse, en 1947.

Cette brochure est un document indispensable, un « impératif », pour tous les syndicalistes qui voudraient voir un mouvement syndical puissamment uni, qui puisse lutter dans le domaine international pour les droits syndicaux, les intérêts économiques des travailleurs et pour la paix mondiale.

Cette brochure sera d'une valeur inestimable aux délégués lors des conférences annuelles de leurs syndicats, lorsqu'on en viendra à discuter sur la Fédération Syndicale Mondiale.



— Voici le graphique de l'augmentation du rendement par ouvrier... C'est un beau succès ! Maintenant nous pouvons commencer à dresser les listes des licenciements.

(de la *Voice*, organe du Syndicat National des Culiniers & Stewards de la Marine marchande, San Francisco.)

LA VIE SYNDICALE DANS LE MONDE

BELGIQUE

L'EVOLUTION DU CHOMAGE EN BELGIQUE

(1931-1949)

L'institution officielle belge « Fonds de soutien des chômeurs » a publié récemment une étude sur l'évolution du chômage en Belgique, d'autant plus intéressante que ses rappels statistiques remontent jusqu'en 1931.

En janvier 1949, la proportion des chômeurs était de 12,7 % sur 1.995.393 assurés, contre 5,3 % en janvier 1948, 4,5 % en janvier 1947, 7,2 % en janvier 1946 (à ce moment il n'y avait que 1.880.268 assurés), 18,7 % en janvier 1945 (1.553.519 assurés).

L'étude en question établit une comparaison avec certaines années d'avant guerre, alors que l'assurance-chômage était facultative. Le pourcentage le plus élevé a été enregistré en 1935 : sur 945.309 assurés il y avait 291.200 chômeurs (30,8 %). En 1931, sur 695.795 assurés, on comptait 101.546 chômeurs ou 14,6 %. En janvier 1940, on enregistrait 241.336 chômeurs (23,9 %) sur 1.101.134 assurés; en janvier 1939, 221.468 (22,3 %) sur 995.065 assurés; en janvier 1938, 199.070 (21,7 %) pour 919.063 assurés; en janvier 1937, 163.039 (17,9 %) pour 909.655 assurés.

Pour en revenir à la situation actuelle, le chiffre de janvier 1949 se décomposait en 173.393 chômeurs complets et 80.193 chômeurs partiels ou occasionnels, ce qui fournit une moyenne générale (journalière) de 283.586. Le chômage partiel était particulièrement élevé chez les dockers (6.708 sur 15.810 à Anvers; 873 sur 1.245 à Gand; 201 sur 311 à Ostende).

Toutes les catégories ne sont pas frappées d'égale façon. Chômage complet et partiel pris ensemble, les proportions étaient les suivantes: diamantaires (42,2 %), bois et ameublement (24,7 %), cuirs et peaux (21,8 %), forêts, pêche et chasse (19,4 %), hôtels et restaurants (18,1 %), bâtiment (16,2 %), textile (14,9 %), transports (14,6 %), dockers (40,5 %), vêtement (31,5 %), agriculture (26,7 %).

CANADA

LES MARINS CANADIENS EN GREVE DANS LE MONDE ENTIER

La grève des marins canadiens, conduite par la Fédération Canadienne des Gens de Mer et déclenchée pour s'opposer aux tentatives des armateurs de réduire de 20 \$ par mois les salaires des marins canadiens de haute mer et de retirer au syndicat le droit qu'il exerçait jusqu'ici d'enrôler les marins à la Bourse Syndicale du Travail, a reçu l'appui le plus complet de la Fédération Syndicale Mondiale.

Le 9 avril, le Secrétariat de la F.S.M. envoya un télégramme de protestation aux Nations Unies, exprimant l'opposition du mouvement syndical mondial à l'importation des briseurs de grève américains à Halifax, au moyen de laquelle les armateurs pensaient mettre fin au conflit.

La F.S.M. intervint également auprès de la Fédération Maritime des Etats-Unis (C.I.O.), lui demandant d'organiser une action de solidarité pour empêcher l'envoi de « jaunes » au Canada.

La grève s'est étendue dans le monde entier et les équipages des bateaux canadiens ont cessé le travail dans tous les ports où ils se trouvaient, de la Norvège à la Nouvelle-Zélande, de Saint-John à Londres et Liverpool.

Un appel lancé par la Fédération Canadienne des Gens de Mer à la Fédération Internationale des Transports fut rejeté sous prétexte que le conflit « avait un caractère interne entre des organisations syndicales. »

La vérité est que la Fédération Américaine du Travail, au moyen du Syndicat International des Gens de Mer qui lui est affilié, cherche à briser la grève en fournissant des « jaunes ». Ce syndicat de l'A.F.L. n'a aucun caractère représentatif parmi les marins canadiens et ne possède aucun droit pour entamer des négociations collectives. De cette façon, en refusant de donner son appui aux grévistes, la Fédération Internationale des Transports appuie en fait les briseurs de grève réactionnaires de l'A.F.L.

A Liverpool, le 13 avril dernier, 5 marins furent condamnés à deux mois de prison et 15 à un mois. En dépit de ces condamnations et de la brutalité dont firent preuve la police et les briseurs de grève à Vancouver, qui tirèrent sur le piquet de grève et blessèrent grièvement 7 grévistes, les marins canadiens se maintiennent fermes partout où ils se trouvent.

A Londres, lorsqu'elles apprirent que le réfectoire du bateau avait été fermé pour obliger les marins à reprendre le travail, les ménagères du quartier des docks de Stepney se rendirent en manifestation auprès des grévistes pour leur porter des aliments comme preuve de solidarité.

CHINE

DANS LA CHINE LIBREE, LES SYNDICATS JOUENT UN ROLE PREPONDERANT

Les nouvelles provenant de la Chine montrent que l'avance de l'Armée Populaire est suivie d'une remarquable progression du syndicalisme.

Par exemple, dans la province de Kurin, en Mandchourie, où quelques années auparavant il n'existait pas un seul syndicat, plus de 50 % des travailleurs sont à présent organisés. Partout dans la Chine Libérée, les Syndicats ouvriers jouent un rôle prépondérant dans l'organisation de la vie nouvelle de la communauté.

Récemment, à Chengchow, 200 délégués se sont réunis pour créer un Comité Préparatoire, afin de poser les fondations d'une Fédération du Travail de la Plaine Centrale.

Dans beaucoup d'autres villes, telles que Peiping et Kaufeng, des Comités Préparatoires ont été également créés pour établir des Conseils Syndicaux pour ces districts.

Par ces exemples, on peut conclure avec certitude qu'un accroissement considérable du nombre des syndiqués se produira dans un très proche avenir.

Dénouant la cruauté avec laquelle le gouvernement du Kuomintang ordonna le massacre des étudiants de Nanking le 1^{er} avril dernier, la Fédération Pan-Chinoise du Travail lança un appel à tous les travailleurs, aussi bien ceux de la Chine Libérée que ceux des régions

encore aux mains du Kuomintang, en leur demandant de donner tout leur appui aux armées populaires de libération dans leur avance au sud du Yang-Tsé pour la libération de toute la Chine.

CUBA

LE VI^e CONGRÈS DE LA CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DE CUBA

Les 8, 9 et 10 avril se tinrent à La Havane les assises du VI^e Congrès de la Confédération des Travailleurs de Cuba. Plus de 1.100 femmes et hommes de toutes les régions du pays, représentants des travailleurs cubains, participèrent aux travaux du Congrès, malgré toutes les menaces et violences des autorités.

Durant les deux mois qui avaient précédé le Congrès, des assemblées avaient été organisées aux sièges des syndicats et sur les lieux de travail pour la désignation des délégués. Ces assemblées s'étaient heurtées à l'hostilité active des autorités. En même temps, les dirigeants de la C.T.C. scissionniste, que les travailleurs désignent par les initiales C.T.K. pour la différencier de la véritable centrale ouvrière, demandaient au Gouvernement des mesures énergiques pour empêcher la tenue du Congrès.

Donnant suite à cette honteuse demande, le Conseil des Ministres avait décidé de faire expulser le Congrès du local où il devait se réunir, pour l'empêcher de poursuivre ses travaux. Quand les forces de police se présentèrent à l'école « Valdés Rodríguez », le Congrès avait déjà tenu deux séances, au cours desquelles on avait discuté et approuvé le rapport du Comité Exécutif de la C.T.C. Ne voulant pas renoncer à défendre le droit de l'organisation et le droit démocratique des travailleurs, le Congrès transféra son siège dans un autre local, la Quinta Durañona, où les débats continuèrent. Les congressistes élurent le nouveau Comité Exécutif à la tête duquel se trouve désigné comme Secrétaire Général le camarade Lazaro Peña.

Ce Congrès s'est tenu à un moment où apparaissent plus évidents que jamais les symptômes d'une crise économique très aiguë et d'une offensive accentuée contre les travailleurs. A l'arrêt du travail dans les usines, s'ajoutent la diminution de la production et un nombre de chômeurs qui atteint un niveau très alarmant.

La récolte actuelle du sucre sera de 15 à 18 % inférieure à celle de l'année dernière, ce qui représente moins de jours de travail, moins de salaires et une moins-value pour le revenu national. Dans les deux dernières années, on a totalement arrêté l'extraction du nickel dans la Nickaro Company et celle du manganèse. Plus de 50 % des usines textiles et de nombreux ateliers du bois, métallurgie et emballage, etc., sont fermés. Les ateliers d'effeuillage et de la préparation du tabac ont diminué leur production, réduisant de moitié le personnel et les heures de travail. Les fabriques de chaussures se trouvent dans la même situation.

A l'heure actuelle, 50.000 ouvriers environ sont réduits au chômage et d'autres milliers encore travaillent d'une façon intermittente quelques heures par semaine ou par mois.

Les impérialistes et le patronat veulent jeter le poids de la crise sur les épaules des travailleurs. Pour effacer les conquêtes de la classe ouvrière, ils cherchent à profiter de cette crise pour développer une offensive violente contre les salaires, contre le paiement des jours fériés, les assurances sociales et d'autres améliorations qu'avait obtenues la classe ouvrière. Le Président de la République, lui-même, a annoncé tout récemment son dessein d'abaisser les salaires des ouvriers sucriers à partir du 30 juin, ce qui serait le signal pour une réduction générale des salaires de tous les travailleurs.

L'organisation gouvernementale scissionniste, la C.T.K., fut créée avec l'intention de détruire ou démolir l'organisation ouvrière de manière à préparer le terrain pour déclencher l'offensive contre l'économie nationale, les salaires et les droits des travailleurs. Le Gouvernement eut recours à la terreur, à la nomination par décret des dirigeants, l'assaut des sièges syndicaux, le recouvrement des cotisations syndicales des ouvriers par la police, l'assassinat des syndicalistes, afin d'imposer l'organisation officielle aux masses ouvrières. Malgré ces méthodes, le Gouvernement n'a pas réussi à soumettre la classe ouvrière, ni à détruire le mouvement syndical libre, dont la force et l'influence parmi les travailleurs sont très grandes et en progrès constant, comme cela a été démontré au cours des luttes qui se sont déroulées et surtout avec le succès éclatant du VI^e Congrès de la C.T.C.

Voilà, très brièvement résumée, la situation exposée dans le rapport présenté au Congrès par le Secrétaire Général de la C.T.C., Lazaro Peña.

Après une large et profonde discussion, le VI^e Congrès a pris plusieurs décisions : pour l'application du plan cubain contre la crise ; contre la fermeture des fabriques et le chômage ; contre la diminution des salaires et en faveur de la production intensive dans les industries ; pour le rétablissement des droits sociaux ; contre la terreur et l'assassinat dans le mouvement ouvrier ; pour le libre exercice du droit d'organisation syndicale des travailleurs ; pour le respect de la Constitution et des lois ; et pour l'unification de tous les travailleurs sur la base des aspirations et revendications communes.

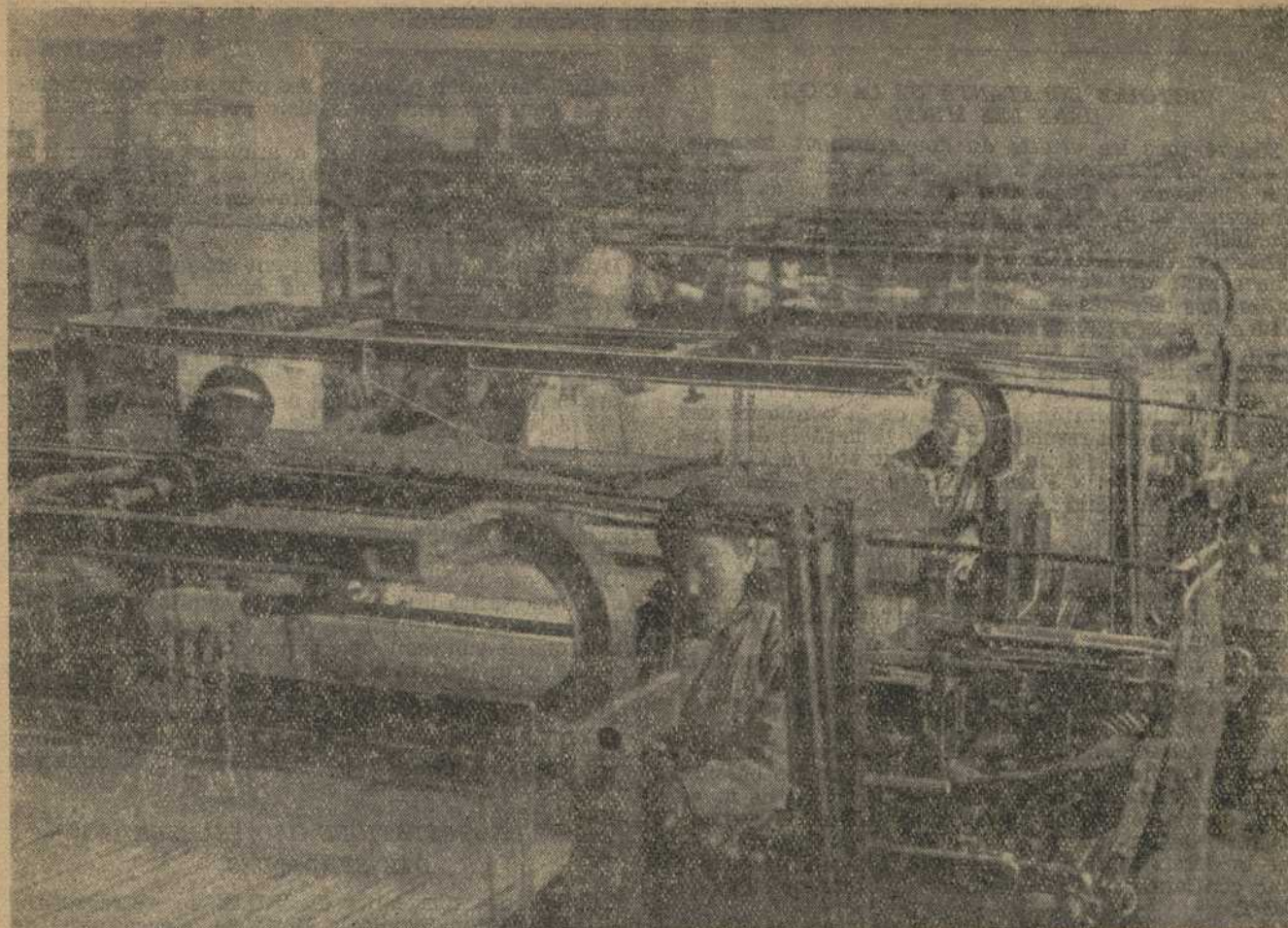
Une résolution spéciale fut votée « sur la lutte pour la paix, contre l'impérialisme, la réaction et la défense des droits démocratiques » en plaçant la lutte pour la Paix au premier plan des activités du mouvement syndical.

Le Congrès a également voté une résolution concernant l'organisation de la jeunesse au sein du mouvement syndical, pour placer les jeunes travailleurs dans de meilleures conditions afin qu'ils puissent jouer leur rôle de premier plan dans le mouvement ouvrier. Une autre résolution de solidarité avec le peuple espagnol fut de même adoptée.

Le Congrès a confirmé d'une façon solennelle son adhésion à la Fédération Syndicale Mondiale et à la Confédération des Travailleurs de l'Amérique Latine.

Faisant suite aux décisions prises par le VI^e Congrès, les dirigeants du mouvement syndical se sont immédiatement mis à la tâche en faisant appel aux travailleurs cubains pour manifester à l'occasion du 1^{er} Mai sous le signe de la lutte contre la guerre, en faveur de la paix et pour le progrès.

En même temps que la C.T.C. voit consolider son prestige et qu'elle augmente son influence parmi les travailleurs, la décomposition de la C.T.K. s'accroît chaque jour de plus en plus. Le Comité Exécutif de la centrale scissionniste comprenait au début les dirigeants de deux groupes connus sous les initiales « C.O.N. » (Commission Ouvrière Nationale) et « C.O.N.I. » (Comité Ouvrier National Indépendant). Mais bientôt les rivalités nées des ambitions personnelles ainsi que les intrigues de l'extérieur séparèrent les deux groupes. Tandis que Mujal et Aguirre de la C.O.N., se mettaient au service de l'A.F.L., Cofino et Rubiera, de la C.O.N.I., étaient en rapport avec Peron. Ces rivalités déterminèrent une rupture violente entre les deux groupes qui ont convoqué leurs partisans à des congrès séparés et qui s'excommunient publiquement, en s'accusant les uns les autres d'illégalité et en dénonçant des manœuvres équivoques. Leurs accusations mutuelles, publiées dans la presse et dans des tracts, mettent à nu devant les travailleurs la pourriture morale de ces dirigeants responsables de la division du mouvement syndical cubain.



Dans la jeune République Populaire de Mongolie — comme dans tous les pays qui ont conquis leur pleine indépendance politique et économique — l'activité des travailleurs, hommes et femmes, est maintenant exclusivement dirigée vers le bien-être du peuple, ce qui a eu pour conséquence une profonde transformation de l'économie et de la vie nationales au profit des travailleurs eux-mêmes. Notre photo montre les « ouvrières de choc » d'une fabrique de textiles de Mongolie qui ont atteint un magnifique niveau de production dont tout leur peuple est bénéficiaire.

FRANCE

LA C.G.T. LUTTE POUR LA PAIX ET POUR UNE AMÉLIORATION DES SALAIRES

Au cours du mois écoulé, l'activité syndicale s'est concentrée principalement autour du rassemblement de toutes les forces populaires dans la campagne pour la Paix, qui a entraîné toutes les organisations de masse en France, et qui a atteint son point culminant au Congrès Mondial des Partisans de la Paix, qui s'est tenu à Paris avec un si éclatant succès du 20 au 25 avril 1949.

La C.G.T. a fait appel à ses membres pour que ceux-ci donnent leur plein appui à ce Congrès, et le Bureau Confédéral a adopté une résolution s'opposant au Pacte Atlantique et déclarant solennellement que « la classe ouvrière française ne se considérera jamais engagée par la signature donnée par le gouvernement français au Pacte Atlantique ».

Joignant la question de la paix à ses revendications, le mouvement syndical mène également une campagne destinée à l'établissement de nouvelles conventions collectives dans les différentes industries. Aux termes de la loi de 1946 le taux des salaires ne se trouve pas inclus dans le contenu des conventions. Malgré les revendications continues présentées par la C.G.T. et par ses Fédérations affiliées, et selon lesquelles les salaires devraient être librement discutés entre les employeurs et les Syndicats, le Gouvernement et les employeurs restent sur leurs positions et refusent de « débloquent » les salaires.

En conséquence, des « Journées de Revendications Syndicales » sont organisées par les différentes orga-

nisations professionnelles. La campagne de protestation menée par les travailleurs de la métallurgie, le 12 avril, à travers tout le pays, a obtenu un succès tout particulier. L'élément caractéristique dans ce mouvement de protestation a été l'unité d'action réalisée entre la C.G.T., la Confédération des Travailleurs Chrétiens et la Confédération Générale des Cadres. Bien que les dirigeants de « Force Ouvrière » se soient opposés à toute action unifiée avec les autres organisations syndicales, les travailleurs dans les usines prirent l'affaire en leurs propres mains et participèrent unanimement à de courts arrêts de travail pendant lesquels des délégations se rendirent auprès de la direction des entreprises avec la liste de leurs revendications. Dans bon nombre d'usines, des réunions ont été tenues et des résolutions adoptées.

Il est nécessaire de rappeler que les principales revendications de la C.G.T. sont : une augmentation de 25 % des salaires réels, avec un salaire de base minimum pour 173 heures de travail mensuel et 15.500 francs par mois, en même temps que l'application de l'échelle mobile.

En outre, devant le chômage qui commence à se faire sentir dans de nombreuses industries, le mouvement syndical français lutte également pour l'application d'une semaine de 40 heures de travail et le paiement d'allocations de chômage calculées à raison de 75 % du taux du salaire minimum de base.

Dans les usines qui ont été transformées pour la production du matériel de guerre, les syndiqués Cégétistes réclament la reconversion à des fins pacifiques de ces usines.

VICTOIRE ECLATANTE DE LA C.G.T. DANS LES MINES

Malgré tous les efforts du gouvernement français, appuyé par les syndicats chrétiens et par l'organisation dissidente « Force Ouvrière », en vue de briser l'influence de la C.G.T. dans les bassins miniers, une démonstration incontestable de l'attachement solide des mineurs envers la C.G.T. a été fournie par les résultats d'un scrutin qui s'est déroulé en avril pour la nomination des délégués mineurs au service de sécurité.

Bien que le système électoral avait été élaboré de façon à défavoriser au maximum les délégués de la C.G.T. (1), les résultats des élections indiquent que la Fédération du sous-sol C.G.T. reste de loin l'organisation la plus importante, jouissant de la confiance des travailleurs, ayant recueilli 71 % de l'ensemble des voix des travailleurs du fond et de la surface. La C.F.T.C. a obtenu 11 % et « Force Ouvrière » 18 %. Pour les travailleurs du fond, la C.G.T. a recueilli 74 % des suffrages exprimés.

Dans le bassin du Gard, les candidats de la C.G.T. ont enlevé 88 % des voix des mineurs de fond.

Grâce au système partial qui a présidé à l'attribution des sièges, on a pu constater des résultats complètement faussés.

Ainsi, par exemple, au puits n° 10 à Béthune, le candidat de la C.G.T. recueillit 430 voix sur 631 suffrages exprimés, mais ce fut le candidat de la C.F.T.C. avec 81 voix qui fut élu.

Des résultats analogues ont été constatés dans un certain nombre d'autres puits et dans d'autres bassins.

Malgré de pareils faits, les résultats définitifs montrent que la répression gouvernementale et le système électoral défavorable à la C.G.T. n'ont fait que renforcer la détermination des mineurs français de garder leur confiance en la Fédération du sous-sol et en la C.G.T.

UNE AUTRE VICTOIRE CHEZ LES CHEMINOTS

De même, les élections pour les délégués représentant les cheminots français ont été une victoire écrasante pour les candidats proposés par la C.G.T.

Les derniers résultats montrent que les candidats de la C.G.T. ont obtenu 234.910 voix, soit 67,82 % des 346.454 bulletins valables, cependant que les Syndicats Chrétiens et Force Ouvrière ont seulement obtenu respectivement 57.763 et 53.781 voix.

En comparaison des élections de l'année dernière pour les délégués des comités qui gèrent la caisse spéciale des assurances sociales des cheminots, on constate que la C.G.T. a réussi à gagner presque 40.000 voix, cependant que les Syndicats Chrétiens en ont perdu 1.000 et Force Ouvrière 4.000.

GRANDE-BRETAGNE

LES TRAVAILLEURS BRITANNIQUES SONT CONDAMNÉS A DE PLUS GRANDES PRIVATIONS

Le budget présenté, le 6 avril courant, par Sir Stafford Cripps devant une Chambre des Communes archicomble, aura probablement un effet considérable sur les discussions, aux cours des conférences annuelles de nombreux syndicats britanniques, lesquelles doivent avoir lieu dès maintenant et qui se poursuivront jusqu'en août.

Chaleureusement accueilli par l'opposition conservatrice, on remarqua que les bancs du parti travailliste avaient écouté, dans un silence presque total, la déclaration du Chancelier de l'Echiquier, qui dura deux heures et demie.

Malgré les demandes formulées par différents syndicats et même par le Conseil Général du T.U.C. lui-même, de réduire les taxes sur l'achat des articles de consommation qui, dans certains cas, s'élèvent à 100 %

et dont le maintien provoque des prix extrêmement élevés, le gouvernement travailliste anglais a l'intention de maintenir ces taxes.

De plus, le gouvernement a annoncé son intention de réduire les subventions relatives aux denrées alimentaires, ce qui aura pour résultat une hausse des prix des produits, tels que : le fromage, la viande, la margarine et le beurre.

D'autre part, des concessions ont été faites en faveur des importateurs de thé et de sucre, pour leur permettre d'augmenter la marge bénéficiaire des grossistes.

La déclaration concernant le budget a été précédée par la publication d'un Livre Blanc, qui a révélé qu'au cours de l'année dernière, les profits avaient augmenté de 17 %, alors que la majoration des salaires atteignait seulement 12,5 %. Les salaires des travailleurs manuels représentaient 42 % du revenu national, tandis que 32 % se répartissaient sur ceux recevant des rentes, des dividendes et des bénéfices. Aucun chiffre n'est indiqué, dans le Livre Blanc, sur le nombre de personnes composant ces deux catégories.

Depuis que la question du coût de la vie est devenue d'une importance brûlante pour les syndicats britanniques au cours de l'année écoulée, les observateurs sont d'avis que le nouveau budget rendra de plus en plus difficile, pour le Conseil Général du T.U.C. et pour les Exécutifs des syndicats qui soutiennent la politique du blocage des salaires, d'empêcher un mouvement en faveur d'une augmentation des salaires, qui sera certainement entrepris, par suite de la hausse du coût de la vie entraînée par le budget.

PROTESTATIONS CROISSANTES DES SYNDIQUES

L'action des dirigeants du T.U.C. de s'être retirés de la Fédération Syndicale Mondiale a occasionné de vives réactions parmi de nombreuses organisations syndicales en Grande-Bretagne. Parmi les organisations qui ont pris des décisions protestant contre le « départ » ou qui, avant cette action, avaient exprimé leur opposi-



— Mais qu'est-ce qui vous permet de supposer que nous puissions nous permettre d'augmenter les salaires?
(de l'organe du Syndicat des Mineurs & Fondeurs, The Union, Chicago.)

(1) Voir Bulletin d'Information n° 3 (77).

tion concernant l'adoption de la résolution par le Conseil Général du T.U.C., demandant la suspension des activités de la F.S.M., se trouvent :

La Fédération Nationale des Mineurs (Région de l'Ecosse) ;

Le Syndicat des Sapeurs-Pompiers ;

Le Syndicat des Travailleurs de l'Industrie du Tabac ;

La Fédération Nationale des Employés des Services Publics ;

Le Syndicat des Fonctionnaires ;

Le Comité du District de Londres des Syndicats de l'Industrie de l'Electricité ;

L'Union des Syndicats de Londres ;

L'Union des Syndicats de Birmingham ;

L'Union des Syndicats de Coventry ;

La Fédération des Unions de Syndicats de Yorkshire (représentant 28 conseils syndicaux de cette région) ;

La Fédération des Unions de Syndicats de Surrey (représentant 19 conseils syndicaux).

En plus des organisations mentionnées ci-dessus, des dizaines de sections syndicales, de comités de districts et de conseils syndicaux de moindre importance, ont condamné l'action des dirigeants du T.U.C. La plupart des conférences annuelles des syndicats affiliés au T.U.C., qui doivent avoir lieu dès maintenant jusqu'en septembre, quand se réunira le Congrès des Syndicats britanniques (T.U.C.), ont aussi à leurs ordres du jour des résolutions condamnant l'attitude prise par le Conseil Général du T.U.C.

Par suite de l'opposition qui se manifeste dans les organisations de base et parmi les membres des syndicats, il est certain que les condamnations de la position prise par les dirigeants syndicaux britanniques vont se multiplier considérablement, avant même que le mouvement britannique dans son ensemble discute cette question dans sa réunion annuelle.

ITALIE

LA C.G.I.L. FIDÈLE A LA F.S.M. ET A L'UNITÉ INTERNATIONALE

Réuni à Rome, les 18, 19 et 20 février 1949, le Comité Directeur de la C.G.I.L., après avoir entendu le rapport de Di Vittorio sur les sessions du Bureau et du Comité Exécutifs de la F.S.M. (Paris, janvier 1949), prit à l'unanimité, moins une abstention, la résolution suivante :

« Le Comité Directeur de la C.G.I.L., réuni à Rome les 18, 19 et 20 février 1949, après avoir discuté la situation de la F.S.M., approuve l'action développée par le camarade Di Vittorio au sein des instances de la Fédération Syndicale Mondiale pour le maintien de l'unité syndicale mondiale et lui exprime sa satisfaction devant sa désignation comme président de la F.S.M. :

« Il confirme sa condamnation du geste de scission accompli par des représentants de certaines Centrales nationales au détriment de la solidarité internationale des travailleurs, et réaffirme l'adhésion de la C.G.I.L. à la Fédération Syndicale Mondiale.

« Le Comité Directeur, conscient du bien suprême que l'unité internationale représente pour les travailleurs de tous les pays, réaffirme les principes d'indépendance à l'égard des partis et de l'Etat qui sont à la base de la F.S.M. et souhaite que celle-ci accentue de plus en plus sa lutte pour réaliser une action syndicale efficace, particulièrement en faveur des classes laborieuses des pays coloniaux et semi-coloniaux.

« Le Comité Directeur souhaite que la C.G.I.L., en maintenant ses rapports de fraternité avec toutes les organisations syndicales du monde, contribue efficacement à promouvoir le développement des conditions de l'unité syndicale internationale au sein de la F.S.M. et de la rentrée au sein de la F.S.M. des Centrales nationales qui en sont sorties. »

LE CONFLIT ENTRE LA C.G.I.L. ET LA CONFÉDÉRATION DES INDUSTRIELS

Le 2 février 1949, un grave conflit éclatait entre la C.G.I.L. et la Confédération de l'Industrie (Confindustria) qui dénonçait l'accord du 7 août 1947 sur les

commissions intérieures intervenant dans les licenciements individuels ou collectifs.

Dans sa réunion des 18, 20 février 1949, le Comité Directeur de la C.G.I.L. constata l'aggravation de la tension sociale causée par l'offensive de la Confindustria contre les conditions d'existence et les droits des travailleurs. Il réaffirma la politique de la C.G.I.L. tendant au développement maximum de la production, des échanges économiques et de l'emploi, à la limitation des marges bénéficiaires, afin que l'indispensable relèvement des salaires ne soit pas absorbé par une hausse des prix ; il constata, d'autre part, que de nombreux problèmes vitaux demeurent depuis longtemps sans solution. Le Comité Directeur, prenant acte des mouvements spontanés de masse pour le relèvement du médiocre niveau d'existence prit des mesures pour coordonner la lutte sur le plan national.

En fait, l'offensive patronale prenait prétexte de la tactique ouvrière de « non-coopération » qu'on taxait de sabotage délibéré de la production à des fins politiques. Il s'agit, en réalité, à la fois d'une méthode de lutte tendant à réduire la marge bénéficiaire exagérée des employeurs et du fait pour le travailleur d'observer exactement les termes de son contrat de travail au sens de la prestation normale des obligations de travail : l'ouvrier ne s'abstient que des actes et prestations qui ne sont pas rendus obligatoires par son contrat.

Deux assemblées interrégionales des Chambres du Travail et des Fédérations d'industrie eurent lieu à Milan et à Naples dans les premiers jours de mars pour examiner la situation créée par l'offensive patronale.

Le 22 février eut lieu une rencontre entre la C.G.I.L. et la Confindustria, laquelle confirma le 26 février son point de vue sur la « non-collaboration » et rejetait, pour le surplus, toutes les revendications ouvrières.

Le 1^{er} mars, le Comité Exécutif de la C.G.I.L. examina la position d'intransigeance adoptée par la Confindustria et sa volonté de convaincre l'opinion publique que seuls les employeurs ont titre pour déterminer les méthodes d'action à suivre par les travailleurs pour défendre leurs propres droits et leur propre pain. Dans une nouvelle réunion tenue les 15-16 mars à Rome, le Comité Exécutif de la C.G.I.L. approuva les termes de la réponse donnée à la lettre de la Confindustria (26 février), maintint ses positions antérieures et renouvela la proposition d'ouvrir immédiatement des pourparlers en vue de clarifier les questions controversées et d'aboutir à un accord d'ensemble, seul moyen d'arriver à un apaisement de la tension actuelle.

Cette offre a été, depuis, dédaigneusement repoussée. La C.G.I.L., consciente de défendre les véritables intérêts ouvriers, a confirmé son attitude.

C'est ce moment que les diviseurs, inspirés en Italie comme ailleurs par les mêmes milieux qui ont suscité la division en France et à Berlin, et tenté de faire éclater la F.S.M., ont délibérément choisi pour lancer l'idée d'une nouvelle Confédération syndicale soi-disant « libre », mais sans aucun rapport avec la véritable mission d'une organisation ouvrière.

U.R.S.S.

LE X^e CONGRÈS DES SYNDICATS SOVIÉTIQUES

Le X^e Congrès des Syndicats de l'Union Soviétique s'est déroulé pendant la deuxième quinzaine d'avril 1949 à Moscou ; le Congrès :

- a entendu les rapports du Conseil Central des Syndicats Soviétiques et des Commissaires aux Comptes du C.C.S.S.,
- adopté les nouveaux Statuts des syndicats,
- procédé aux élections du Conseil Central des Syndicats Soviétiques et des Commissaires aux Comptes du C.C.S.S.

Des réunions, des conférences et des congrès syndicaux par branche d'industrie, comportant des comptes rendus et des élections, ont précédé le Congrès et se sont déroulées avec la participation active des syndiqués de l'ordre de 85 à 95 %. Presque un dixième des partici-

pants à ces réunions est intervenu dans les débats sur les rapports concernant les travaux des comités syndicaux.

Suivant l'exemple donné par les ouvriers et les employés de l'usine d'automobiles de Moscou « Staline » (Z.I.S.), une campagne d'émulation socialiste a été lancée dans tout le pays en l'honneur du X^e Congrès syndical, campagne à laquelle ont pris part des millions de syndiqués, prouvant l'intérêt patriotique que portent les masses à l'épanouissement de l'industrie socialiste et au développement des sciences, de la technique et de la culture. L'émulation en l'honneur du X^e Congrès a été une manifestation de la volonté des travailleurs soviétiques de réaliser plus rapidement les tâches fixées pour la reconstruction et le développement d'après-guerre de l'économie de l'Union Soviétique. Le Congrès a fait le bilan du travail syndical et a fixé les objectifs à atteindre pour son amélioration et pour accroître l'importance du rôle joué par les syndicats dans la vie économique et politique du pays.

De nombreux invités de Centrales syndicales nationales, ainsi que le Président en exercice de la Fédération Syndicale Mondiale, Giuseppe Di Vittorio, et le Secrétaire Général de la F.S.M., Louis Saillant, ont assisté au Congrès.

Le C.I.O. et le T.U.C. ont refusé d'y envoyer des délégués.

Un compte-rendu détaillé des travaux du X^e Congrès des Syndicats de l'U.R.S.S. sera publié dans le prochain numéro de cette revue.

U.S.A.

LE CONGRES DES DOCKERS VOTE POUR LE MAINTIEN DE L'AFFILIATION A LA F.S.M.

Le 8^e Congrès biennal de la Fédération des Dockers et Magasiniers — I.L.W.U. — (C.I.O.) s'est clos le 10 avril après une session d'une semaine à San Francisco. Son événement le plus marquant fut une réaffirmation énergique du principe d'autonomie des Fédérations Nationales au sein du C.I.O.

Par un vote de 632,5 contre 11,5, le Congrès s'engagea à défendre cette autonomie. Ce vote fit suite à une déclaration sur la politique de la Fédération, soumise par les fonctionnaires responsables de l'I.L.W.U., qui avaient débattu cette question pendant deux jours au cours d'une session de l'Exécutif avec trois représentants du Comité National du C.I.O.

La déclaration disait, entre autre, que « l'I.L.W.U. constate avec une inquiétude marquée le refus du Comité national du C.I.O. d'accorder des droits d'autonomie aux Fédérations affiliées, ses actions arbitraires et ses méthodes antidémocratiques... L'I.L.W.U. reste fermement attachée à son autonomie et aux droits d'autonomie de ses syndicats locaux et assurera la sauvegarde et l'exercice constant de ces droits malgré les efforts déployés par le Comité National du C.I.O. pour attaquer notre Fédération et appliquer des sanctions du fait de la défense de son autonomie... Toute mesure prise par des forces agissant au sein du Comité National du C.I.O. ou de l'I.L.W.U. pour couper notre Fédération en deux groupes — les dockers et les magasiniers — en préconisant la demande, par les dockers seuls, d'une « charte » auprès du C.I.O., se heurtera à la colère et à l'action de tous les membres de notre Fédération Nationale... »

La déclaration appuyait également la position prise par les Travailleurs de la Métallurgie et de l'Équipement Agricole (C.I.O.) « dans leur refus d'obtempérer à l'ordre dictatorial du Conseil Exécutif du C.I.O. voulant les obliger à dissoudre leur Fédération et à s'incorporer aux Travailleurs Unis de l'Automobile ».

Énumérant ce qu'elle caractérisait « d'exemples de l'ingérence du Comité national du C.I.O. dans l'autonomie des Fédérations Nationales », la déclaration dénonçait le C.I.O. comme voulant empêcher des délégués régulièrement élus par les Syndicats locaux d'exposer leur point de vue, et de voter en conséquence, aux réunions ou aux Congrès des organes exécutifs des

Fédérations d'Industrie du C.I.O. » Elle faisait état « d'ingérence dans les affaires intérieures de l'I.L.W.U. par des directeurs régionaux et des représentants à l'organisation du C.I.O. » sous forme de « réunions entre ces responsables du C.I.O. en vue de faire éclater l'I.L.W.U. de procéder à un choix de candidats pour les bureaux locaux et nationaux de la Fédération et pour chercher à faire répudier, par des syndicats locaux de l'I.L.W.U., la politique de leur Fédération Nationale ».

En réponse à un message de Philippe Murray par lequel il tentait de justifier la politique du Conseil Exécutif du C.I.O. les délégués, par un vote unanime, déclarèrent qu'il était « tout à fait regrettable que le Président du C.I.O., Murray, se fût apparemment à des rapports inexacts et à des informations erronées en ce qui concerne la position de la Fédération et de ses responsables vis-à-vis du Comité National du C.I.O. ».

Affiliation à la F.S.M. et unité mondiale. — Le problème des relations de l'I.L.W.U. avec la Fédération Syndicale Mondiale — dont le C.I.O. recommande le retrait — s'est trouvé étroitement lié au principe de l'autonomie des Fédérations Nationales et internationales affiliées au C.I.O. Après 4 heures de débats animés, le Congrès adopta, par 564 1/7 de voix contre 58 6/7 une résolution déclarant que « aucune personne ou organisation n'était autorisée à retirer l'I.L.W.U. de la F.S.M. ».

La résolution demandait au Comité national du C.I.O. de soumettre la question du maintien de l'affiliation à la F.S.M. à un référendum de tous ses membres, faute de quoi l'I.L.W.U. était autorisée à procéder elle-même à un tel référendum parmi ses propres membres.

La résolution appelait également la F.S.M. à former « un Département Professionnel International des Transports Maritimes... et à prendre l'initiative d'une Conférence mondiale des Fédérations Maritimes s'inscrivant dans le programme de la création d'un tel Département ».

Un amendement proposé en séance plénière du congrès condamne « l'acte de Carey, Secrétaire du C.I.O., annonçant que le C.I.O. se retirait de la F.S.M., avant qu'une action quelconque ait été entreprise par le Conseil Exécutif de l'organisation et par ses Fédérations affiliées, et ceci simplement parce que la majorité du Bureau Exécutif de la F.S.M. se refusa à accepter son point de vue minoritaire. »

Le Congrès adopta également, par 515 voix contre 115, une résolution sur la politique étrangère des États-Unis « une politique étrangère basée sur l'entente entre les peuples, une politique se posant comme objectif le développement et le renforcement de l'unité mondiale ». L'opposition dénonça cette résolution comme étant « un appui subtil à Henry Wallace et au Tiers Parti ».

Les autres décisions du congrès comprenaient :

- une résolution conçue en des termes énergiques et appelant l'I.L.W.U. à « lutter pour des augmentations de salaires jusqu'aux limites des possibilités offertes » ;
- une condamnation ferme des tentatives faites par certains syndicats en vue de s'approprier les effectifs d'autres syndicats et une demande au Comité National du C.I.O. de condamner ces actions et de priver tout syndicat se livrant à de telles pratiques de tout soutien moral ou matériel ;
- une demande d'abrogation pleine et entière de la loi Taft-Hartley et un retour à la loi Wagner, et une résolution spéciale se prononçant contre la réélection du Sénateur Taft ;
- un engagement à « lutter activement pour protéger les libertés civiles des communistes, la suppression des libertés civiles d'un groupe quel qu'il soit, représentant une menace pour tous les groupes », ceci face « à une nouvelle vague d'hystérie dirigée contre tous ceux que la réaction traite de communistes ».

CHRONIQUE

ALBANIE

Au cours du premier trimestre (janvier-mars) de cette année, l'activité des maisons de culture et des salles de lecture en Albanie a été considérable. Ainsi, par exemple, il a été organisé 250 conférences variées, 295 soirées culturelles et 132 représentations artistiques auxquelles ont assisté 82.000 personnes.

ALGERIE

REPRESSION ET PROVOCATION REVOLTANTE

Au barrage de Tadjemout (région de Laghouat), les ouvriers se mettaient en grève le 29 mars dernier en vue d'obtenir la satisfaction des revendications propres à leur corporation qu'ils avaient posées depuis déjà bien longtemps. Pour briser ce mouvement, l'administrateur et les patrons du chantier ont monté de toutes pièces une machination, tendant à faire croire que les ouvriers avaient volé du matériel (pioches et pelles). Vingt-trois ouvriers ont été incarcérés et parmi eux le secrétaire de leur syndicat. Dans le but de leur faire avouer ce vol imaginaire, ces travailleurs ont été battus, insultés, laissés sous la pluie complètement dévêtus et ligotés, trempés à plusieurs reprises dans l'eau glacée du barrage. Depuis, ils sont mis au secret. De plus, l'administrateur a fait expulser les syndiqués du local syndical qu'ils occupaient depuis 1945 à Laghouat.

A côté de ces méthodes de répression et de violation systématique du droit de grève, se fait jour la volonté manifeste de l'Administration du Sud algérien de tenter de supprimer l'organisation syndicale dans cette région. Un tel plan échouera car, devant ce danger, les travailleurs du Sud algérien se grouperont plus unis au sein de l'organisation, seule capable de défendre leurs intérêts économiques et sociaux.

AUSTRALIE

CAMPAGNE POUR LA REDUCTION DES HEURES DE TRAVAIL

Parallèlement aux revendications pour une augmentation du salaire de base d'au moins £ 1,10⁰ par semaine (1), les syndicats australiens ont envisagé la possibilité de faire pression pour une réduction des heures de travail.

Selon les rapports de presse, le secrétaire général-adjoint du Conseil des Syndicats Australiens, Reginald Broadby, a déclaré qu'au cas où une dépression économique semblerait vouloir menacer l'Australie, les syndicats insisteraient pour que soient encore réduites les heures du travail hebdomadaire, la semaine étant actuellement de 40 heures. Il a rappelé que des revendications pour une semaine de 30 heures de travail avaient déjà été soumises par les Syndicats Australiens plusieurs années auparavant et qu'il ne serait nullement difficile de persuader les syndiqués de

présenter à nouveau ces revendications au cas où le chômage menacerait.

Les représentants des employeurs ont prétendu qu'une telle possibilité serait « catastrophique ».

A propos de la réduction des heures de travail, un « Conseil pour une semaine ouvrable de 5 jours » a été créé par 9 syndicats, agissant au nom de certaines catégories de travailleurs non-manuels, tels que les employés des banques, des compagnies d'assurance, des vendeurs, etc.

Les syndicats ont demandé la fermeture de toutes les maisons de commerce et des bureaux le samedi. Dans l'Etat de Victoria, le Conseil est déjà intervenu auprès du gouvernement pour que celui-ci adopte un projet de loi donnant satisfaction à leurs revendications.

Le Syndicat Australien des Cheminots a également soumis ses revendications pour une semaine de 35 heures de travail en faveur des employés de bureau, pour un salaire intégral pour les apprentis et jeunes travailleurs dès l'âge de 18 ans, et un salaire égal pour les travailleurs masculins et féminins.

CHYPRE

LA GREVE DES TRAVAILLEURS DE LA CONSTRUCTION REBONDIT

Parmi les avantages obtenus par les travailleurs de l'industrie de la Construction, lors de leur grande grève de l'an dernier, figurait la constitution d'un bureau d'embauche par le syndicat. La date limite prévue pour l'entrée en fonction de ce bureau était fixée au 18 février 1949. Or, le syndicat patronal a refusé l'application de cette clause. En accord avec le syndicat fantôme « Nouveau Syndicat des Ouvriers de la Construction », le patronat a fait connaître son intention de ne pas reconnaître l'accord du 18 décembre dernier. En conséquence de cette attitude malhonnête de l'Association des Constructeurs, le Syndicat ordonna pour le 4 mars une grève de 4 heures. Cette grève fut une réussite complète puisqu'elle fut suivie à 90 p. 100. Une grande démonstration parcourut les rues de Nicosia, devant le siège de l'Association Patronale et devant le Ministère du Travail.

Les négociations continuent actuellement pour mettre un terme à ce nouveau conflit, mais les travailleurs de la Construction sont déterminés à lutter pour la défense de leurs droits. La grève du 4 mars a démontré qu'ils continuent à monter la garde contre les intrigues des forces réactionnaires.

GRECE

GREVE DES FONCTIONNAIRES

La grève générale des fonctionnaires qui a débuté en Grèce le 6 avril 1949 fera certainement date dans l'histoire du syndicalisme grec, car, même les dirigeants du mouvement syndical pro-

gouvernemental ne purent résister à la pression de leurs adhérents et durent accepter la grève.

Il en est résulté que le gouvernement a fait arrêter les dirigeants syndicalistes considérés par le régime lui-même comme « sûrs », leaders de syndicats dont les militants de gauche avaient été radiés depuis longtemps.

Le gouverneur militaire d'Attique a traduit tous les grévistes devant la Cour Martiale et M. Canellopoulos, ministre de la Guerre, a indiqué que tous les leaders des syndicats de fonctionnaires arrêtés seraient poursuivis devant la Cour Martiale et que tous les grévistes ayant rang de chef de section seraient arrêtés.

La grève était complète dès le 6 avril dans les Ministères de l'Economie Nationale, de l'Intérieur, des Finances, de l'Education, des Affaires Sociales, du Travail et des Transports.

La Fédération des Fonctionnaires a dénoncé l'arrestation de ses dirigeants comme illégale et anti-démocratique et l'Exécutif des Syndicats pro-gouvernementaux (qui ne comprend pas un seul représentant de la gauche, mais par contre de nombreux collaborateurs au régime de Metaxas et avec les Allemands) a fait théâtralement appel au T.U.C. britannique et aux autres syndicats contre l'attitude du gouvernement.

La grève s'est terminée le 17 avril par une victoire partielle des grévistes qui obtiennent :

1° Pour les mois de mai et de juin, une avance se montant à 50 % de leur salaire.

2° A partir du mois de juillet, une augmentation de salaire dont le montant n'est pas encore déterminé.

L'avance donnée pour les mois de mai et juin sera remboursée en plusieurs fois à partir du mois de juillet, sur ladite augmentation.

IRAN

DIX ANS DE RECLUSION POUR ACTIVITES SYNDICALES

La Cour Martiale de Téhéran, constituée le 6 février sous prétexte de l'attentat commis contre le Shah d'Iran, vient de condamner les huit dirigeants syndicalistes, arrêtés à la suite de la dissolution du Conseil Central des Syndicats Unifiés, à des peines allant de 5 à 10 ans de réclusion.

Les motifs invoqués par la Cour Martiale contre les dirigeants syndicaux sont : la participation dans les activités syndicales et le fait d'avoir dirigé plusieurs grèves, notamment la grève générale des ouvriers des champs pétroliers exploités par le trust britannique Anglo Iranian Oil Company, en 1946.

Parmi les dirigeants syndicalistes condamnés par la Cour Martiale se trouve le docteur Djowdat, professeur à l'Université de Téhéran et secrétaire général par intérim du Conseil Central des Syndicats Unifiés.

(1) Voir Bulletin d'Information n° 23-24 (73-74).

KENYA

INTERDICTION
DES ACTIVITÉS POLITIQUES
AUX FONCTIONNAIRES

Une nouvelle loi, mise en application récemment au Kenya, vient de restreindre les libertés civiques des fonctionnaires et employés civils.

Le gouvernement a en effet décidé d'interdire aux membres des services publics de toutes races d'appartenir à des organisations politiques. Aucun fonctionnaire ne pourra désormais exprimer ses opinions politiques en public, se joindre à une manifestation de caractère politique ou s'adonner à une propagande politique. Les fonctionnaires qui sont déjà membres d'organisations politiques doivent dans les trois mois démissionner de telles associations.

Bien que la loi ne vise pas l'organisation syndicale, en tant que telle, il n'en reste pas moins qu'elle sera largement utilisée pour poursuivre les syndicalistes sous couvert de leur appartenance ou de leur activité politique. Elle est une illustration des violations des principes contenus dans la Charte des Nations Unies (article 55) et par lesquels les Nations Unies s'engagent « à favoriser le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ».

ROUMANIE

POUR LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL
ET MORAL DES TRAVAILLEURS

La session plénière du Comité central de la C.G.T. roumaine, qui s'est tenue les 18 et 19 mars 1949, a examiné les questions suivantes : l'application du nouveau système de salaires, la conclusion des contrats collectifs, les élections syndicales, l'organisation des vacances cette année, etc...

En ce qui concerne l'organisation des vacances, il a été prévu d'envoyer cette année 172.500 ouvriers à la montagne et à la mer. 85.000 iront dans les maisons de repos syndicales, 40.000 dans les sanatoria du Ministère de la Santé, 15.000 apprentis séjourneront dans des sanatoria et maisons de repos de la C.G.T. et 35.000 enfants d'ouvriers dans les colonies d'été.

La Session plénière a alloué cette année 750 millions de lei au travail culturel et sportif.

Elle a décidé la création d'un « fonds de solidarité internationale ».

TCHECOSLOVAQUIE

100.000 travailleurs passeront cette année leur congé dans des maisons de repos et des sanatoria appartenant aux syndicats et situés dans les endroits les plus beaux du pays.

Des camps spéciaux de repos seront ouverts par les syndicats pour 28.000 jeunes ouvriers.

TUNISIE

GREVE DES OUVRIERS
DES MINES DE PHOSPHATES
DU SUD-TUNISIEN

Après 45 jours de lutte, 4.000 ouvriers des mines de phosphates de la Compagnie du Sfax-Gafsa (Metlaoui, Moularès et Redeyef) viennent de décider la reprise du travail.

Ils s'étaient mis en grève le 18 février pour protester contre les atteintes portées à leur salaire minimum et contre la suppression de certaines primes dont ils étaient bénéficiaires.

Tous les ouvriers affiliés aux diverses organisations syndicales avaient

réalisé l'unité d'action et avaient désigné dans chaque centre un comité mixte de grève.

En dépit des tentatives d'intimidation et des provocations de toutes sortes, les grévistes surent maintenir leur union et leur unité complètes. Le trust du Sfax-Gafsa n'avait pas hésité, en effet, dans le but de pousser à la division du mouvement et à la confusion propice à la provocation, à décider le lock out avec embauchage nouveau, à suspendre le fonctionnement du crédit aux cantines, ainsi que les secours médicaux et à faire pression sur les commerçants établis dans les centres miniers pour les amener à cesser toutes livraisons de denrées alimentaires ou autres aux grévistes.

En réponse, les organisations syndicales ouvrirent une campagne de solidarité pour des collectes de fonds et de vivres à faire parvenir aux différents centres en grève.

Ce n'est qu'après avoir obtenu de l'arbitre, désigné pour résoudre le conflit, des garanties formelles que les grévistes repriront le travail. Ces promesses sont les suivantes : aucune sanction pour faits de grève, maintien des normes de base actuelle, pourcentage d'augmentation pour tout travail au-dessus des normes prévues dans les conventions collectives.

U.R.S.S.

« L'HOMME, LE CAPITAL
LE PLUS PRÉCIEUX »

Le Syndicat des métallurgistes possède 217 clubs, maisons et palais de la culture, 2.000 salles de la culture, 175 cinémas, 55 centres de diffusion radio-phonique, près de 230 bibliothèques totalisant plus de 1.780.000 volumes. En 1948, le Syndicat a prélevé sur son budget 45 millions de roubles pour le travail culturel de masse parmi les métallurgistes. Cette année, 72 millions de roubles ont été alloués pour ce travail.

Le budget d'assurance sociale du syndicat s'élève, pour 1949, à 803.600.000 roubles — soit 23 millions de plus que celui de l'année dernière.

Près de 35 millions de roubles ont été dépensés en 1948 pour le repos et les soins des ouvriers et employés. Soixante-treize mille métallurgistes ont séjourné dans des sanatoria et maisons de repos ; plus de dix mille ouvriers dans des preventoria. Le syndicat possède actuellement trois sanatoria personnels comprenant 550 places et 14 maisons de repos totalisant 2.325 lits. Cette année, plus de 36 millions de roubles ont été attribués pour les soins et le repos de ses membres.

Beaucoup a été fait pendant les deux dernières années pour améliorer les conditions de travail des ouvriers des hauts-fourneaux, des fondeurs, des lamineurs, des treffeurs. Plus de 30 millions de roubles ont été dépensés en deux ans pour la mécanisation des processus pénibles qui se faisaient à la main.

SANATORIA ET MAISONS
DE REPOS

De nouveaux établissements sanitaires s'ouvriront dans de nombreuses régions d'U.R.S.S. pour le début de la saison.

La construction du sanatorium du C.C.S.S. à Essentouky bat son plein. Un nouvel établissement « Bilga » est créé pour les travailleurs du pétrole de Bakou sur les bords de la mer Cas-

pienne. Dans un très proche avenir, la maison de repos « Petrodvoretz », près de Leningrad, qui vient d'être reconstruite, recevra le premier groupe de travailleurs.

On accorde cette saison beaucoup d'attention à la construction et à l'aménagement de sanatoria et de maisons de repos dans les régions orientales du pays. De nouveaux établissements sanitaires pour les cheminots et les mineurs des régions de Tchéliabinsk et de Sverdlovsk, pour les travailleurs fluviaux de Novossibirsk et d'Omsk, pour ceux de la région de Khabarovsk, du Littoral, de la R.S.S. de Kasakh, sont en construction.

Le réseau des sanatoria pour les tuberculeux connaît un large développement. Le C.C.S.S. et les comités syndicaux centraux terminent l'édification de 16 sanatoria comprenant 2.350 lits. Déjà, de nouveaux établissements ont été ouverts dans les régions de Novossibirsk et de Koursk, ainsi que près de Moscou. En avril commenceront à fonctionner les sanatoria réfectionnés « Vassil-Sarai » sur la côte méridionale de la Crimée, le sanatorium « Gorki » à Odessa, « Razdolsky » dans la région de Drogobytchsk et « Letzy » en Biélorussie.

Avant la fin de l'année le nombre de lits des établissements sanitaires du C.C.S.S. et des comités syndicaux centraux augmentera de plus de 11.000.

VENEZUELA

LA GREVE DES TRAVAILLEURS
DU PÉTROLE

37.000 ouvriers de l'industrie du pétrole du Venezuela se sont mis en grève le 18 janvier. D'après une information de source officielle, la grève fut déclenchée à la suite d'une protestation des travailleurs pétroliers contre l'insécurité dans le travail. Un ouvrier ayant été victime d'un grave accident, les travailleurs décidèrent d'arrêter le travail, en signe de protestation, notamment dans la zone de Macaraibo, région pétrolière la plus importante du Venezuela.

Le commandant militaire de la zone ordonna aux ouvriers de retourner au travail sous peine de renvoi, mais ces derniers rejetèrent l'intimidation. Les 95 % des travailleurs des gisements de Cabimas et la plupart des ouvriers de Lagunillas ont participé à la grève.

YUGOSLAVIE

FOYERS CULTURELS
POUR LES TRAVAILLEURS

Au cours des années 1947-1948, le Conseil Central des Syndicats Unifiés de Yougoslavie a dépensé 500 millions de dinars à des fins culturelles. Il a été procédé à l'ouverture et à l'installation de plus de 400 clubs ouvriers, 6.300 bibliothèques et 1.500 salles de lecture, et à l'acquisition de 328 appareils de projection et de 3.700 postes de T.S.F.

En 1949, le Conseil Central a alloué dans les mêmes buts 400 millions de dinars. Ces fonds sont destinés à l'édification de 146 nouveaux foyers culturels, à savoir : des théâtres, des cinémas, des clubs ouvriers et des salles de lecture. Une partie de ces fonds sera utilisée pour le financement de l'activité artistique des syndicats et l'organisation de festivals, ainsi que pour l'amélioration du travail des écoles syndicales.



Vient de paraître

" Les SYNDICATS LIBRES RESTENT dans la F.S.M. "

LE COMLOT POUR CRÉER LA SCISSION DANS LA F.S.M.

Toute la vérité sur le retrait des dirigeants
du T.U.C. et C.I.O.

Une information détaillée et objective
contenant tous les faits



Cette brochure est **indispensable** à tous
les syndiqués, aux délégués, aux secrétaires
de l'organisation, à tous les échelons, comme
aux militants de la base



Prix : **25 francs**, conditions spéciales par quantités
(équivalence dans la monnaie de votre pays)

Adressez vos commandes :

directement à la F.S.M., 1, rue Vernet - Paris-8^e

